HISTORIA
magazine
(88)
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 323 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



NOVEMBRE 1960 : LA SITUATION EN ALGÉRIE



LA VEILLE DU DERNIER VOYAGE

Jean FONTUGNE

LE décompte des voix sur la motion finale votée le 2 décembre 1960, lors de la clôture du congrès national des indépendants et paysans, reflète bien l'image de cette France maintenant profondément divisée sur l'affaire algérienne. Assuré désormais d'être approuvé par la majorité de la population métropolitaine, le général de Gaulle confirme l'annonce de son prochain voyage en Afrique du Nord au cours duquel il proposera aux musulmans le référendum sur l'autodétermination.

Certes, l'agitation a repris sur le plan social, avec les revendications éternelles : étude d'un régime complémentaire de retraites, crédits pour réduire les difficultés financières de la Sécurité sociale, etc.

Si l'on assiste, après l'évasion de plusieurs personnalités jugées responsables des émeutes de janvier 1960 (procès des barricades), au regroupement des syndicats de toute obédience pour défendre le régime, la préparation des arrêts de travail prévus pour la deuxième décade du mois de décembre se fait sans passion et dans la division des dirigeants ouvriers. Seule la grève des Boeing 707, récemment mis en service par Air France, sera suivie.

Le chef de l'État ne manifeste donc aucune inquiétude et lance sa campagne pour le référendum.

Elle sera soutenue par une propagande intense menée par des groupements — comme le « Comité du oui *pour la paix en Algérie » — créés à cette occasion et dotés de puissants moyens financiers.*

En Algérie, les gaullistes feront preuve également d'une activité soutenue. Les mesures de sécurité prises à quelques jours de l'arrivée du général de Gaulle, annoncée pour le 9 décembre, n'empêcheront pas le président de la République d'effectuer son voyage dans des conditions dramatiques.

Alors que les contacts des chefs civils et militaires des mouvements qui tentent de s'opposer à la politique du général de Gaulle deviennent plus nombreux, l'Assemblée générale des Nations unies engage de son côté, le 6 décembre, un débat passionné sur l'Algérie. Ni les uns ni les autres n'auront la moindre influence sur les projets immédiats ou futurs du chef de l'État.

J. F.

Sommaire n° 88 - Historia magazine n° 323

Couverture - Photo Pagès/Paris-Match

DEUX FILLES ET UNE AMBULANCE

La Croix-Rouge française en Kabylie. De l'aube jusqu'au soir, les équipes sillonnent le pays, visitant les douars les plus reculés, et les populations auront tôt fait de les adopter et de les accueillir en amies.

Mafart

Une des équipes envoyées par les services de la Croix-Rouge française en Algérie, au mois de juin 1959. Deux filles courageuses qui apporteront aux populations des douars et des centres de regroupement une aide bienfaisante et efficace. Chaque équipe comprend une conductrice ambulancière et une infirmière diplômée d'État.



Tanguy

EN 1959, les services de la Croix-Rouge française, rue de Berri, sous l'impulsion de Mlle Barry, directrice du service d'urgence sur le plan national, décident d'envoyer en Algérie des équipes itinérantes afin de venir en aide aux populations des centres de regroupement et des villages et douars les plus déshérités.

Les premières équipes mobiles arrivent à Alger au début du mois de juin. Chaque équipe comprend une conductrice-ambulancière et une infirmière diplômée d'État. Rémunérées par Paris, elles ont signé un contrat de six mois renouvelable.

La plupart utiliseront cette possibilité. Et certaines, passionnées par leur mission, ▶



Y.G. Bergès

le travail exigeait parfois une grande habileté "pour la nage entre deux eaux"...

séduites par la beauté du pays et la gentillesse de la population, resteront deux ans. A la fin de la première année, 25 équipes sillonneront l'Algérie jusqu'à ses confins.

Chaque équipe est affectée à une sous-préfecture et dépend uniquement de l'administration civile. Mais au cours de leurs déplacements, les filles sont logées par les militaires et les S.A.S. L'armée, en outre, s'occupera gratuitement de l'entretien des véhicules de la Croix-Rouge et apportera aux équipes, en toute occasion, un concours aussi amical qu'efficace.

Parfois, les filles se plaindront d'un certain manque de coordination entre les autorités civiles et militaires. « On a l'impression, écrira l'une d'elles, affectée à la sous-préfecture de Cassaigne, à son chef à Alger, Mlle Tanguy, d'être tiraillées de côté et d'autre comme si chacun voulait s'approprier l'équipe pour son compte personnel. » Et elle ajoutera : « Le travail exige une grande habileté pour la nage entre deux eaux. »

Théoriquement, les E.M.C.R.F. sont libres d'organiser leur travail comme elles l'entendent. Mais elles doivent en rendre compte dans un rapport mensuel, extrait de leur « journal de bord », adressé à leur chef à Alger ou à Constantine, qui le fait parvenir ensuite aux différents services : igamie, sous-préfecture, Croix-Rouge parisienne.

Toutes ont à cœur de conserver leur liberté d'action. Elles sont persuadées que le succès de leur mission tient en grande partie à leur indépendance vis-à-vis de l'armée. C'est pourquoi elles s'efforceront toujours d'aller seules visiter les douars et les villages. Dans les régions très troublées, toutefois, elles seront bien obligées de se soumettre aux exigences de la sécurité et d'accepter une escorte pour circuler d'un douar à l'autre.

Malgré les milliards dépensés par la France, la bonne volonté de tous, les services rendus par l'armée, les efforts accomplis, tout n'est pas parfait, loin de là, dans les centres de regroupement. Souvent, il s'agit de regroupements « provisoires » où la situation est préoccupante et même, dans le cas des nomades du Sud, grave, car ils ont été contraints d'abandonner leurs troupeaux, leur seule richesse, et de vivre dans un lieu fixe et limité alors qu'ils jouissaient, auparavant, des espaces infinis du désert. Atteints dans leurs ressources, les réfugiés le sont aussi dans leur dignité : privés de bétail, de terres, sans travail ni occupation d'aucune sorte, ils sont placés vis-à-vis des officiers S.A.S. dans un état de dépendance totale et parfois, les centres de regroupement ne sont rien de moins que des camps de clochards.

Les équipes doivent donc leur venir en aide non seulement sur le plan médical, mais encore sur le plan moral.

Le premier contact avec les populations, qui comprennent une majorité de femmes, d'enfants et de vieillards, est capital. Les filles décident de passer une première fois dans chaque groupement avec leurs camions-dispensaires. Puis d'y retourner la semaine suivante pour voir les résultats obtenus.

Des plaies innommables

Au début, les gens, dans l'ensemble, viennent à elles avec réticence; quelquefois même, elles sont très mal reçues. A leur deuxième passage, elles constatent une grande amélioration dans les relations avec la population. La méfiance tend à disparaître et des mères, spontanément, leur amènent leurs enfants. Peu à peu, le contact s'établit et c'est en amies qu'elles seront bientôt accueillies par les femmes musulmanes.

Travail intense. Tout est à faire. Les filles piquent, vaccinent, distribuent des



Quelles que soient ▶ les formations auxquelles elles appartiennent, les infirmières, comme les assistantes sociales, s'efforcent de vivre au plus près de la population afin de lui venir en aide sur les plans moral et pratique. Souvent, après deux ou trois visites, le contact devient très amical.

◀ Une ambulance de l'armée en tournée. Pour le service de santé de l'armée, dont les équipes, malgré le travail intensif qu'elles fournissent, ne peuvent visiter tous les regroupements où leur présence serait pourtant nécessaire, les équipières de la Croix-Rouge sont d'un grand secours.

Pagès/Paris-Match

médicaments, pansent des blessures — plaies innommables parfois, négligées depuis des jours ou soignées avec des cataplasmes étranges, préparés par le « médecin » du village. Elles donnent aussi aux musulmanes des leçons d'hygiène et leur apprennent à préparer des biberons et à faire des bouillies pour les bébés. « Leur rôle, expliquera Mlle Tanguy, était d'éduquer autant que de soigner. »

Aux nécessiteux, elles distribuent de la layette, des vêtements, du riz, du lait, du sucre ou de la farine, selon les besoins. Quelquefois, elles chargent sur un âne toutes leurs provisions et, guitoune par guitoune, gourbi par gourbi, font leur distribution.

Heures dures souvent, enthousiasmantes parfois, qui réclament une force de caractère et une capacité d'abnégation peu communes. Une santé robuste, aussi.

Tous les jours, par tous les temps, hiver comme été, elles visitent les douars et les centres de regroupement des sous-préfectures où elles sont affectées, parcourant les régions les plus pauvres, les plus déshéritées. Elles iront dans des coins où pas une Européenne n'était encore venue. Par leur action bienfaisante et discrète, elles vont réussir à vaincre la méfiance et la peur des populations.

Au hasard de leurs tournées, elles roulent à travers des montagnes aux pentes arides, aux flancs ravinés, tantôt blancs et mauves, tantôt rouges; elles longent des oueds desséchés et des gorges profondes; elles parcourent des plaines riantes et des vallées sauvages. Devant la beauté des paysages, lumineux et calmes, elles oublieraient volontiers que le pays est en guerre, que des hommes se déchirent dans un combat fratricide.

Dans la boue jusqu'aux genoux

La peur? Elles ne savent pas ce que c'est. « Nous avions confiance, expliquera l'une d'elles. Nous vivions une aventure exaltante; notre mission nous semblait digne des plus nobles traditions de la Croix-Rouge française. Pourquoi aurions-nous eu peur, d'ailleurs? La population était très amicale avec nous. Les musulmans s'étaient rendu compte très vite de notre neutralité. Ils nous avaient acceptées, adoptées. Les enfants, au bruit de notre camion, accouraient sur la route pour nous accueillir; les femmes nous appelaient par nos prénoms, nous faisaient des confidences. C'étaient parfois de sacrées drôlesses. Les Kabyles, surtout...

» A plusieurs reprises, des officiers nous avaient demandé, d'une manière plus ou moins détournée, de recueillir pour eux des renseignements auprès de la population. Nous avons toujours refusé. Tout voir, tout entendre, ne rien dire. Ils n'ont d'ailleurs jamais insisté. Ils comprenaient parfaitement le caractère de notre mission et le respectaient. »

Pourtant, la guerre est bien là. Même dans des régions « calmes » comme celles d'Aïn-M'lila, une famille musulmane est massacrée par les rebelles, un soir, à 500 mètres du poste militaire. Et dans le secteur de Saint-Arnaud, un sérieux accrochage aura lieu, une nuit, à 50 mètres de la maison où habite une équipe.

Le confort des logements varie selon les postes militaires. Parfois, les filles auront droit à une chambre chacune, plus une ordonnance pour prendre soin d'elles; parfois, elles devront se contenter d'une chambre minuscule avec un lit pour deux.

Elles n'en garderont pas moins le sourire. Aussi bien l'opération charme ne se fera-t-elle pas seulement auprès des populations musulmanes. Quelques militaires se laisseront gagner par leur gentillesse, leur bonne humeur. Des idylles se noueront; il y aura plusieurs mariages.

C'est le côté rose de leur mission.

Le côté noir, ce sont les poux, les puces, les mouches qui les assaillent; ce sont les pluies diluviennes du printemps et de l'automne qui transforment certains centres en marécages et les obligent à patauger dans la boue jusqu'aux genoux; c'est le froid intense qui engourdit les doigts et gèle les pistes de montagne, l'hiver, pistes si étroites que certains virages doivent être pris en deux fois — la marche arrière vers le ravin, avec les roues qui ripent et ▶



Pagès/Paris-Match

Les infirmières de l'assistance médicale gratuite, comme celles de l'armée ou de la Croix-Rouge, se dépenseront sans compter pour soulager la misère des populations. Malgré tout, des gens meurent encore chaque jour faute de soins, d'hygiène, de nourriture.

des enfants, avec des mitraillettes en bois, paradaient en hurlant des chants guerriers

les pierres qui roulent dans le vide...; c'est le camion qui tombe en panne au moment où l'on en a le plus besoin; c'est la coéquipière qui attrape une mauvaise angine en plein cœur de l'hiver.

Tous les mois, les équipes partent en « permission » pour trois jours au « foyer » d'Alger ou de Constantine.

Le « foyer », c'est l'appartement où demeure la responsable des équipes mobiles de la Croix-Rouge française. « A Alger, racontera Mlle Tanguy, nous avions au début un petit « deux pièces » rue des Fontaines. Puis, par la suite, nous avons eu un grand appartement confortable rue Gallieni. Les équipes venaient s'y reposer. L'ambiance y était familiale, sympathique, décontractée. Les filles retrouvaient leurs camarades, recevaient leurs amis. Pour les très jeunes, dont l'équilibre nerveux était plus fragile, ce séjour à Alger, si court fût-il, était indispensable. Arrivées fatiguées et parfois démoralisées, elles repartaient pour le bled « gonflées à bloc ». Au « foyer » étaient également accueillies les équipes venant de métropole.

» J'étais responsable pour l'Algérois et l'Oranie; Mlle de Cadoudal l'était pour le Constantinois. Notre rôle était très varié. Nous nous occupions des liaisons entre Paris et les autorités civiles (igamies, sous-préfectures, etc.), ainsi que de la construction des camions, qui nous arrivaient de France en pièces détachées, et de l'installation des équipes; nous veillions au bon fonctionnement de leur mission, assurions le ravitaillement des camions en médicaments, vêtements, aliments. Nous faisions aussi des tournées d'inspection. Les équipes étaient magnifiques : je les ai toujours trouvées en train de travailler, quel que fût le temps. »

Mission accomplie

Après la signature des accords d'Évian, en mars 1962, les militaires, peu à peu, commencent à être évacués sur les grandes villes en attendant d'être rapatriés en France. Les S.A.S. aussi sont évacuées. Les équipes mobiles de la Croix-Rouge française n'en continuent pas moins leur travail humanitaire.

Mais dans certains secteurs où la pacification a été particulièrement intensive, elles vont se heurter à l'hostilité des populations qui, par crainte de représailles de la part du F.L.N., cherchent ainsi à se « dédouaner ». Partout ailleurs, elles rencontrent le même accueil chaleureux des musulmans. Même lorsqu'ils se préparent à fêter l'indépendance, comme dans ce petit village de l'Ouarsenis où, en arrivant un beau jour du mois de juillet 1962 pour soigner des malades, une équipe verra les enfants, avec des mitraillettes en bois qu'ils avaient fabriquées eux-mêmes, organiser une parade tout en hurlant des chants guerriers que les adultes reprenaient en chœur...

Cinq équipes demeureront un an encore en Grande Kabylie, où elles seront placées sous la protection du responsable politique du village ou du douar. Toutes les autres, rappelées par Paris, quittent l'Algérie.

A leur départ, les habitants des douars viendront les saluer. A Port-Gueydon, en Grande Kabylie, une petite réunion est organisée à la mairie pour fêter le départ de Monique et de Renée. Laïus du maire. Il rappelle le travail accompli par l'équipe et termine enfin par ces quelques mots : « Je tiens à vous dire que c'est à travers vous que nous avons vu le vrai visage de la France. » Mission accomplie. **H**

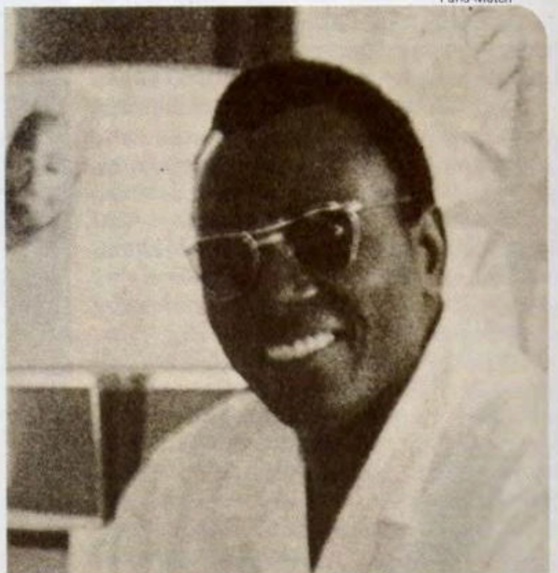
Liliane CRÉTÉ

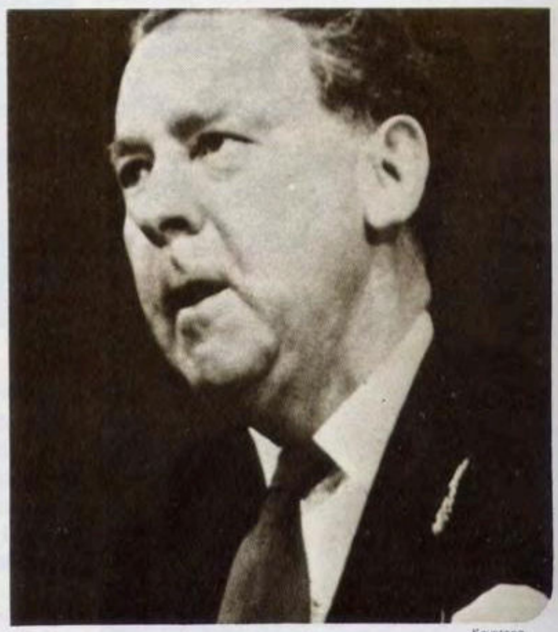
TOUS LES CHEMINS MÈNENT A PARIS



Kahia

Paris-Match





Keystone

Ci-dessus : **Mohammed V et Bourguiba : leurs deux pays sont des sanctuaires pour le F.L.N.** *En haut à droite :* **Sékou Touré, premier ministre de la Guinée, seul pays noir devenu indépendant** *ipso facto* **par son rejet de la Constitution de 1958, présidera un meeting « proalgérien ».** *A droite :* **Gaitskell, leader du parti travailliste britannique. Il demandera aux Communes un débat sur l'affaire algérienne.**

A L'AUTOMNE DE 1960, le dialogue public entre de Gaulle et le F.L.N. est dans l'impasse. Tous deux sont d'accord — ce qui n'est pas mince — sur l'idée d'une nécessaire autodétermination de la population algérienne, mais ils s'opposent au sujet de la manière de mettre ce principe en application. Le G.P.R.A. a déclaré, le 22 août, que « la consultation du peuple algérien doit se faire par le moyen d'un référendum organisé et contrôlé par les Nations unies ». Lors de sa tournée en Bretagne, début septembre, de Gaulle lui a répondu que la préparation de ce référendum doit être du seul ressort de la France qui « invite toutes les tendances algériennes » — et, donc, pas le seul F.L.N. — à « venir en discuter ».

Bourguiba complique encore le débat, déjà difficile, entre les deux parties en relançant, avec force, en octobre, le projet qu'il a présenté au G.P.R.A. dès le mois de juillet : la constitution d'un État fédéral algéro-tunisien dont les « provinces tunisiennes » seraient considérées comme « libérées » et les « provinces algériennes » comme « occupées ».

Ferhat Abbas et ses ministres voient bien l'intérêt d'une telle position qui, si elle était acceptée, permettrait au G.P.R.A. ▶

le G.P.R.A. se méfie du combattant suprême

d'apparaître à l'O.N.U. comme dépositaire d'une certaine souveraineté et d'y parler par la voix du représentant de la Tunisie. Plusieurs raisons les amènent cependant à décliner — avec courtoisie — l'offre du Combattant suprême. Ils ne veulent pas, tout d'abord, que Bourguiba, dont ils savent bien que les ambitions dépassent le cadre étroit de la petite Tunisie, vienne s'interposer, d'une certaine manière, en tant qu'interlocuteur prestigieux, entre eux-mêmes et de Gaulle. Ils réalisent, d'autre part, que s'ils entraient dans les vues du leader tunisien, ils se trouveraient en conflit avec le roi du Maroc, Mohammed V, qui reproche à Bourguiba de ne pas soutenir sa revendication d'annexion de la Mauritanie.

Le rapport fourni, à ce sujet, à ses collègues par Krim Belkacem, qui, après son séjour à New York, s'est rendu au Maroc, le 17 octobre, et a conféré avec le souverain chérifien, joue un rôle capital dans la décision du G.P.R.A. Celui-ci rend son refus public lorsque Ferhat Abbas explique — dans une interview qui sera publiée le 5 novembre par trois journaux scandinaves, le *Tidningen* de Stockholm, l'*Arbeiderbladet* d'Oslo et l'*Aktuelt* de Copenhague — que le « projet de fusion Tunisie-Algérie » est « réalisable »... mais « après la guerre » et « dans le cadre d'une communauté nord-africaine ». Le caractère négatif de la réponse du F.L.N. à Bourguiba apparaît ainsi nettement, bien que la susceptibilité ombrageuse du président tunisien soit habilement ménagée.

Plutôt que d'entrer dans le jeu de Bourguiba qui, dit Ahmed Francis, est « à la fois particulariste, trop subtil et trop dangereux pour nous », le G.P.R.A. préfère, en novembre 1960, jouer « un grand jeu international » visant à impressionner de Gaulle en lui prouvant que la cause du F.L.N. est de mieux en mieux comprise


P. Jarnoux/Paris-Match

◀ Le Sénégalais Léopold Senghor, normalien. Il apporta à de Gaulle un « soutien sans défaillance dans sa politique d'autodétermination » et son aide en tant qu'intermédiaire dans des négociations avec le G.P.R.A.

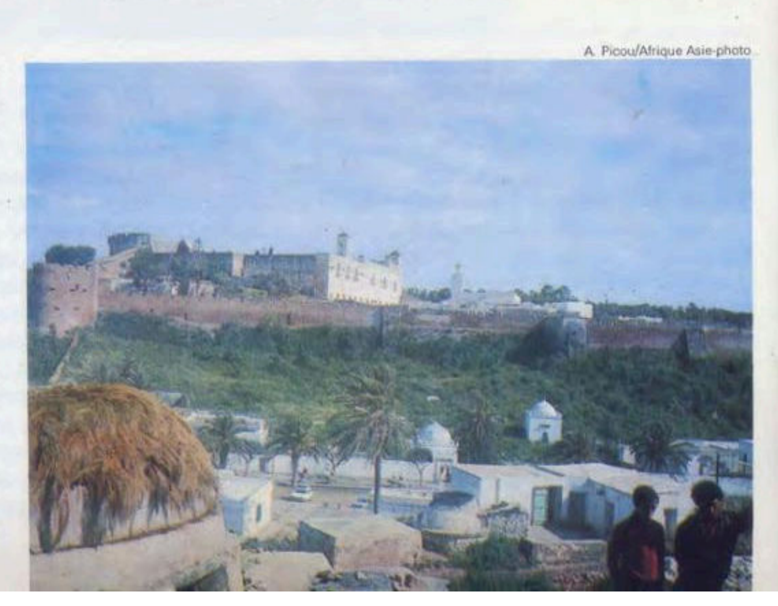
L'Égyptien Nasser. Il fut le premier à accorder de l'aide aux nationalistes algériens, et bien qu'il n'ait pas apprécié du tout l'installation du G.P.R.A. en Tunisie, il soutiendra toujours la cause algérienne.


Vals/Paris-Match

◀ L'Ivoirien Houphouët-Boigny. Le jour de l'indépendance de son pays, il déclara : « Le colonialisme est une dette envers l'humanité. Quand un pays comme la France s'est acquitté de cette dette avec un si rare bonheur, il a le droit d'être fier. »


Naud/Afrique-photo

A gauche : **Marrakech.** *A droite* : **Safi (la Kechla). Au Maroc, une offensive proalgérienne est vigoureusement menée. A Rabat, Oujda, Safi, Marrakech, Sidi-Kacem, Kénitra, Fédala, l'Union nationale des forces populaires ainsi que les syndicats organisent des cortèges, cependant qu'à Rabat le prince Moulay Hassan et Krim Belkacem haranguent la foule au cours d'un meeting.**


A. Picou/Afrique Asie-photo


Gamma

et de plus en plus soutenue un peu partout dans le monde.

L'occasion de cette démonstration est fournie par la commémoration du déclenchement de l'insurrection du 1er novembre 1954. Partout, les représentants ou les envoyés spéciaux du F.L.N. déploient de grands efforts pour que la célébration de cet anniversaire se transforme en une spectaculaire « journée de solidarité envers l'Algérie combattante ».

Les résultats obtenus sont, dans l'ensemble, assez satisfaisants. Le 1er novembre, deux chefs d'État, Nasser et Sékou Touré, président personnellement, l'un au Caire, l'autre à Conakry, deux grands meetings « proalgériens » en présence des ambassadeurs du G.P.R.A. en R.A.U. (Toufik El-Madani) et en Guinée (Omar Oussedik). D'autres meetings se déroulent dans des capitales arabes et asiatiques, notamment à Beyrouth, à Amman et à Damas (avec collectes pour le F.L.N. auprès des participants), à Bagdad, à Tripoli (au cinéma « Alhambra »), à Istanbul (en présence du représentant de l'U.G.E.M.A., Aït Challal), à New Delhi, à Karachi, à Tokyo, et même dans certaines villes latino-américaines, où la tournée de propagande effectuée, à cette époque, par une mission dirigée par Ben Khedda, commence à porter ses fruits.

A Pékin, c'est le ministre des Affaires étrangères, Chen Yi, qui assiste à un meeting dont la convocation, après le récent passage de Ferhat Abbas dans la capitale chinoise, n'étonne pas les observateurs. Plus surprenant apparaît le meeting tenu — pour la première fois — à Moscou, à la Maison de l'amitié des peuples, en présence de l'ambassadeur de Tunisie, Mestiri, et de la plupart des représentants des pays d'Afrique et d'Asie. Là, une nette évolution diplomatique se dessine. Le conflit sino-soviétique vient de naître et même s'il n'est pas encore public, il amène les dirigeants du Kremlin à jouer davantage sur la corde « anti-impérialiste » de manière à ne pas se laisser « déborder par les Chinois ». Des articles d'un ton mesuré, mais nettement favorables à la résistance algérienne, sont publiés dans la *Pravda* (27 octobre), puis dans de nombreux organes de presse soviétiques : le journal de l'armée, *Krasnaya Zvezda* (l'Étoile rouge), le bulletin de l'agence Tass, le journal des syndicats *Troud* (qui publie, notamment, une interview du premier secrétaire du parti communiste algérien, Larbi Bouhali). Les proches alliés de l'U.R.S.S. se mettent au diapason et, par exemple, le président du conseil de la République démocratique allemande, Otto Grotewohl, annonce, dans un message à Ferhat Abbas, qu'il va intensifier son aide sanitaire aux combattants de l'A.L.N. et son « aide culturelle » aux étudiants algériens.

A l'Ouest, le G.P.R.A. obtient son principal succès auprès des dirigeants syndicalistes. Au moment où la Confédération internationale des syndicats libres, sous influence américaine, tient, à Manille, sa « conférence régionale pour l'Asie » et s'apprête à tenir, à Tunis, sa « conférence régionale pour l'Afrique », le président de la centrale américaine A.F.L. - C.I.O., George Meany, juge en effet utile d'envoyer aux dirigeants de la centrale syndicale algérienne, l'U.G.T.A., un message dans lequel il se prononce, dans l'immédiat, pour la thèse F.L.N. d'un référendum en Algérie contrôlé par l'O.N.U. et, à terme, pour l'indépendance de l'Algérie.

Des " clans à parti pris "

Ces thèmes sont développés, avec plus ou moins de vigueur, au cours d'un grand meeting d'étudiants (auquel participe le représentant de l'U.G.E.M.A., Djamal Hounou) à La Haye, au cours d'une réunion du Comité d'action pour l'Algérie et même à Londres, à la Chambre des communes, où le leader du parti travailliste, Gaitskell, demande un débat sur l'affaire algérienne.

C'est cependant aux « deux ailes du Maghreb » que l'offensive proalgérienne est le plus vigoureusement menée. A Casablanca, le prince Moulay Hassan et Krim Belkacem, qui s'expriment en français, haranguent des milliers de Marocains réunis pour un meeting officiel au stade Sidi-Maarouf, en nouvelle médina, tandis que l'opposition (Union nationale des forces populaires et syndicats de l'U.M.T.) organise des cortèges plus ou moins tolérés par la police royale, à Rabat, Oujda, Marrakech, Safi, Kenitra, Fédala et Sidi-Kacem. A Tunis, le G.P.R.A. au complet assiste au meeting de 200 000 personnes que le Néo-Destour organise sur la vaste esplanade située devant la « porte de l'Espérance » (Bab-el-Khadra). Ferhat Abbas, qui parle d'abord en français, puis en arabe, et Abdelhamid Mehri, le meilleur orateur en arabe de l'équipe ministérielle algérienne, prononcent des discours très applaudis, mais qui ne sortent pas des généralités patriotiques.

C'est parce qu'ils savent que de Gaulle va parler le 4 novembre que les leaders ▶

le discours du général : un bouquet tricolore dissimulant des cactus

du F.L.N. se montrent aussi prudents. Les ministres du G.P.R.A. sont d'ailleurs décidés, en tout état de cause, à ne pas répondre, cette fois, publiquement au général, même s'il avance des idées nouvelles, car il leur semble opportun de ne reprendre sérieusement le dialogue qu'après la « démonstration de force diplomatique » qu'ils feront, à New York, à la fin de l'année, lors du débat à l'O.N.U. C'est pourquoi il n'organise pas, pour la première fois depuis bien longtemps, l'écoute collective de l'allocution du général. Chaque ministre entend la radio chez lui, dans sa villa, et le ministre de l'Information, Yazid, reçoit mission de « demeurer dans le vague » lorsqu'il sera interrogé par les journalistes sur les propos tenus par le président français.

A Tunis, comme dans toutes les capitales, chacun, le vendredi 4 novembre, s'est installé devant son poste radio et personne n'a voulu perdre même une seule des vingt-trois minutes pendant lesquelles de Gaulle a parlé de l'Algérie.

Dans la matinée du samedi 5 décembre, M'hamed Yazid, appliquant les consignes reçues, ne fait qu'une brève déclaration aux représentants de la presse internationale qui assiègent ses bureaux de la rue des Entrepreneurs. « Ne vous attendez pas, leur dit-il, que l'allocution de De Gaulle provoque une réaction immédiate du G.P.R.A. Nous sommes maintenant au complet, puisque Krim Belkacem vient de rentrer à Tunis. Nous allons tenir à partir de demain dimanche, une série de séances plénières, l'examen du discours du général ne sera qu'une des questions inscrites à un ordre du jour qui comprend également la discussion de rapports sur les dernières visites de nos délégations à Moscou, à Pékin et à l'O.N.U. »

Lorsqu'il s'entretient, en privé, avec les journalistes qui sont ses amis, le ministre de l'Information du G.P.R.A. ne leur cache pas que, d'après les contacts téléphoniques qu'il a pu avoir, ses collègues ont assez mal accueilli l'intervention du président de la République française. Cinq points, explique-t-il, semblent leur avoir tout particulièrement déplu :

1) Le chef de l'État affirme, « avec une prétentieuse assurance », que, sur le plan militaire, « la rébellion est réduite »;

2) Il se montre insultant envers les amis français du F.L.N., qu'il assimile, par un jeu de fausse symétrie, à la « meute » des « ultras » de l'extrême droite. Ne parle-t-il

◀ **Ben Khedda, ministre devenu simple conseiller, coauteur, avec Saad Dahlab, de la fameuse « plate-forme politique » promulguée par le « congrès de la Soummam ». Il est, depuis l'origine, un des plus solides doctrinaires du mouvement. En 1960, il effectue une tournée de propagande en Amérique du Sud afin de gagner, dans cette partie du monde, des sympathies à la cause algérienne.**

Les Nations unies à New York. L'action des États africains d'expression française se révèle déterminante à l'O.N.U. ainsi qu'en témoignent les pressions et les sollicitations dont ils sont l'objet de tous côtés. Le G.P.R.A. aimerait faire souffler à son profit le « vent d'Afrique » lorsque se conclura le débat sur l'affaire algérienne.

Kahia

Keystone



***A gauche :* l'abbé Fulbert Youlou, chef du gouvernement du Congo, quitte l'Élysée accompagné de Foccart. Avec Houphouët-Boigny et Senghor, il fera partie de la mission des « bons offices ». *A droite :* un charnier est découvert par les forces françaises en Algérie – musulmans ayant payé de leur vie leur attachement à la France ou victimes d'un règlement de comptes au sein de l'A.L.N. ?**

Reporters Associés





U.S.I.S.

pas, à leur sujet, de partisans de « l'abandon vulgaire » de « clans à parti pris », de journalistes écrivant dans « des feuilles à sensation »?

3) Si la référence à la « francisation de l'Algérie » et à « l'Algérie française », qui figurait encore dans le « discours sur l'autodétermination » de septembre 1959, est abandonnée dès lors que le général reconnaît que « l'affaire algérienne est pendante depuis cent trente ans », l'hypothèse de l'Algérie indépendante est présentée comme une catastrophe apocalyptique (chaos, retrait de toute aide et de toute présence française, etc.);

4) De Gaulle semble choisir catégoriquement la deuxième des options qu'il avait retenues en septembre 1959 : celle d'une étroite association entre la France et l'« Algérie algérienne ». L'autodétermination paraît ainsi remplacée par une sorte de « prédétermination » ;

5) Voulant ainsi imposer ses vues, et non pas discuter d'un compromis, de Gaulle s'accroche toujours à l'idée d'un cessez-le-feu intervenant avant une discussion politique avec le G.P.R.A. Il admet que le référendum d'autodétermination pourrait être organisé « en présence d'informateurs du monde entier », mais non sous le contrôle des Nations unies.

En somme, conclut Yazid, « on nous présente un bouquet tricolore, avec, dedans, cinq cactus au moins ».

Le lundi 8 novembre, les ministres algériens que quelques journalistes peuvent rencontrer à la sortie de la réunion du G.P.R.A. se montrent moins critiques envers la dernière prise de position de De Gaulle. C'est qu'ils ont eu le temps de dépasser les réflexes épidermiques et d'approfondir leur réflexion. Celle-ci, au demeurant, doit tenir compte d'un rapport de la Fédération de France du F.L.N. qui leur demande, dans leurs calculs, une donnée nouvelle : la radicalisation rapide, à droite et à gauche, de la vie politique française.

A droite, les « ultras » — non plus seulement ceux d'Alger, mais ceux de Paris — commencent, en effet, à se faire menaçants. Le « procès des barricades » fait monter la fièvre des partisans de l'« Algérie française ». Rassemblés au « deuxième colloque de Vincennes », 300 d'entre eux — parmi lesquels 12 généraux, 20 universitaires et 30 parlementaires — conspuent le président de la République; 4 000 militants ou sympathisants du Front de l'Algérie française sont harangués à la Mutualité par des orateurs véhéments tels que Tixier-Vignancour, Le Pen, le colonel Thomazo, l'ex-commissaire Dides, et les plus excités parlent de « marcher sur l'Élysée ». La démission de Jacomet, le secrétaire général de la Délégation générale à Alger, qui n'a pas accepté les termes du discours de De Gaulle, provoque, ce qui est plus grave, des remous au sein de la haute administration. Dans l'armée, des officiers commencent à passer, plus ou moins clandestinement, à la dissidence.

Les ministres du G.P.R.A., du coup, relisent plus attentivement les passages du discours du général qui suscitent ces explosions de colère de leurs ennemis. Ils attachent une plus grande importance à la référence — faite pour la première fois par de Gaulle — à la « République algérienne qui existera un jour » et à l'affirmation selon laquelle « l'Algérie algérienne [...] aura son gouvernement, ses institutions et ses lois ».

Menacé sur deux fronts

A gauche, on voit apparaître, au-delà du parti communiste et de la C.G.T., un courant qui s'oppose à la guerre d'Algérie avec plus de détermination et de violence. La campagne pour « le refus de porter les armes en Algérie » qui s'organise, après le « Manifeste des 121 » (121 intellectuels favorables à l'insoumission), et après le « procès du réseau F.L.N. » (5 septembre-2 octobre), non seulement dans les milieux progressistes, mais dans des milieux chrétiens jusque-là timidement « libéraux », et, d'autre part, les grandes manifestations contestataires du 27 octobre, à l'appel de l'Union des étudiants de France (à Paris, plus de 20 000 personnes dans et devant la Mutualité) sont deux signes indiquant qu'un mouvement antigouvernemental d'un type nouveau est en train de se développer en France. De Gaulle, ainsi menacé sur deux fronts, ne va-t-il pas être amené, pour des raisons de politique intérieure autant que de politique étrangère, à accélérer la recherche d'un accord avec le F.L.N.? La question est sérieusement discutée par le G.P.R.A. Celui-ci estime, en fin de compte, qu'il ne faut pas, en tout état de cause, « insulter l'avenir », et que la porte s'ouvrant sur l'Élysée doit être, plus que jamais, laissée entrouverte. Tandis que Boumendjel, dans un propos qui sera rapporté dans le numéro du 10 novembre de *l'Express*, salue « le réveil d'une partie de l'opinion publique en France », Krim Belkacem fait à quelques amis choisis — et bavards — cette confidence calculée : « Je suis persuadé que Paris n'a pas dit son dernier mot. »

▶ **TOUS LES CHEMINS...**

télégramme à l'Est, télégramme à l'Ouest

Cette « ouverture » feutrée vers le général n'empêche pas le ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A. de mener tambour battant ses grandes manœuvres diplomatiques, dans le cadre d'une stratégie de double chantage : chantage sur les Américains pour qu'ils se montrent plus favorables au F.L.N. afin de conjurer le danger d'une inféodation de plus en plus grande de la résistance algérienne aux pays communistes et chantage sur les Français pour qu'ils réalisent que, s'ils ne font pas de concessions, ils courent le risque de voir leur influence supplantée plus tard, en Algérie, par les influences contradictoires, mais parallèles, des U.S.A. et de l'U.R.S.S.

Dans les coulisses

Le 5 novembre, au lendemain même du discours de De Gaulle, Krim Belkacem reçoit, simultanément, l'ambassadeur d'U.R.S.S. en Tunisie, Kouliev, et l'ambassadeur de Chine à Rabat pour leur montrer l'article fraîchement paru d'*El-Moudjahid* célébrant « l'amitié algéro-chinoise » et « l'amitié algéro-soviétique ». Le 6 novembre, il assiste, avec tous ses collègues du G.P.R.A., à la grande réception donnée par Kouliev pour commémorer le 43e anniversaire de la révolution d'Octobre. Les 7 et 8 novembre, il s'entretient successivement avec l'ambassadeur du Maroc à Tunis, El-Alami, et avec le secrétaire d'État aux Affaires étrangères tunisien, Sadok Mokaddem, pour leur dire que l'offensive relancée par Bourguiba pour l'évacuation de la base militaire de Bizerte, encore occupée par les Français, doit être « une bataille engagée par tout le Maghreb et soutenue par les deux grandes puissances mondiales ».

Le 10 novembre, après la clôture des délibérations du G.P.R.A. (sans publication d'un communiqué officiel), il profite d'une déclaration intempestive faite, à Alger, par le porte-parole du délégué général Delouvrier, le disert et maladroit Coup de Fréjac, pour mettre publiquement en doute l'assertion de ce haut fonctionnaire selon laquelle les U.S.A. étudieraient la possibilité d'une intervention en Algérie en riposte à une éventuelle intervention chinoise, et pour dénoncer une fois de plus, à ce propos, « le rôle néfaste de l'O.T.A.N. dans la guerre d'Algérie ».

Le 8 novembre, Ferhat Abbas a adressé à Khrouchtchev un télégramme saluant « le soutien désintéressé apporté par les peuples soviétiques au peuple algérien en lutte contre l'impérialisme », mais, le 10 novembre, le même Ferhat Abbas envoie, cette fois à Kennedy, un télégramme pour féliciter le leader démocrate,



G. Ménager/Paris-Match

qui vient de remporter les élections présidentielles américaines en battant son rival républicain Nixon, et pour exprimer « l'espoir que l'homme qui s'est prononcé depuis des années pour la décolonisation de l'Afrique et la libération de l'Algérie saura faire de ces principes la base de la politique internationale de la nouvelle administration ». Comme dit, non sans humour, Krim Belkacem : « Si nous faisons souffler le vent d'est, nous devons faire souffler aussi, à notre profit, le vent d'ouest sur les grands espaces de l'O.N.U. L'aide, ouverte ou camouflée, de chacun des deux Grands, le Soviétique et l'Américain, nous est également indispensable. »

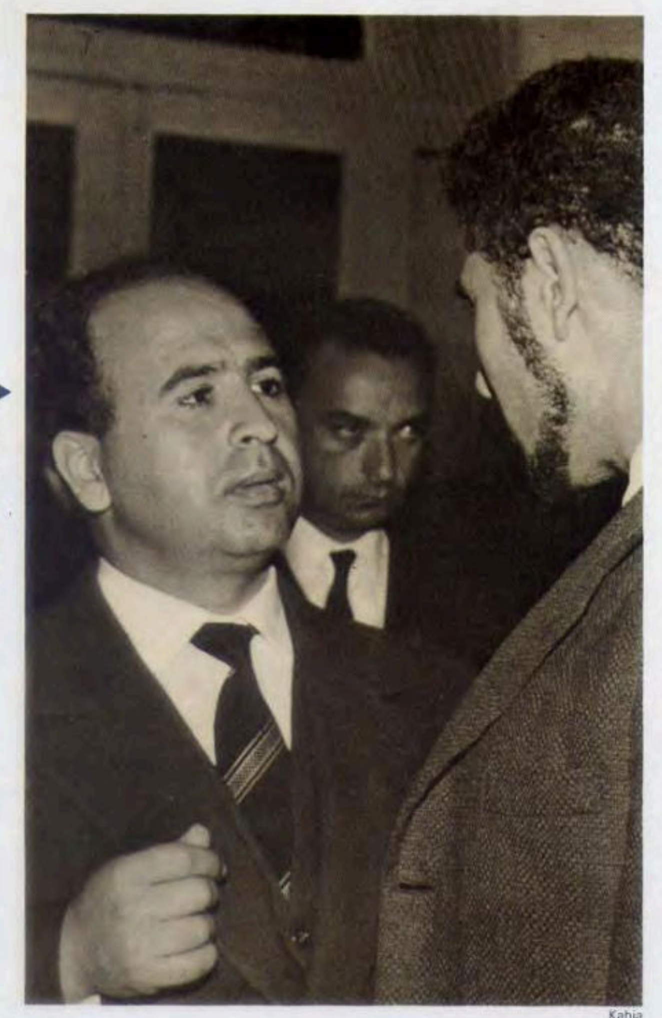
Le vent qui vient d'Afrique commence également à souffler à l'O.N.U. puisque dix-sept pays africains, dont treize appartiennent à l'« Afrique francophone », viennent d'accéder à l'indépendance, et font leur entrée aux Nations unies. Sachant que les votes de ces nouveaux venus vont peser lourd dans la balance au moment où se conclura, le 5 décembre, le débat sur l'affaire algérienne, les représentants du G.P.R.A. s'emploient activement à « travailler les Africains ». A la Conférence régionale africaine de la C.I.S.L., par exemple, qui réunit à Tunis, du 7 au 11 novembre, les délégués de vingt-six pays et une centaine d'invités, le porte-parole du G.P.R.A., Abdelkader Maachou, ne se contente pas d'intervenir à la tribune; il mène, dans les coulisses, toute une action de propagande en faveur de la cause algérienne (conversations particulières, débat avec tel ou tel groupe, projection de films réalisés par le ministère de l'Information du G.P.R.A., etc.).

Les "Trois Mages"

Les chefs d'État des pays de l'« Afrique d'expression française » sont, eux, partagés entre le désir de manifester leur attachement à l'idée de l'émancipation africaine en montrant quelque sympathie au G.P.R.A. et la crainte de voir de Gaulle leur couper les subventions de l'État français s'ils se montrent trop favorables au F.L.N. Pour surmonter cette contradiction, la conférence d'Abidjan, qui a réuni, fin octobre, les représentants de ces pays (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Dahomey, Cameroun, Congo, Tchad, Gabon, Mauritanie, République centrafricaine), a imaginé une solution ingénieuse : les pays africains pourraient faire un pas en direction du G.P.R.A. en acceptant son idée du contrôle international d'un éventuel référendum d'autodétermination en Algérie, mais ils pourraient aussi ménager de Gaulle en proposant d'être les seuls à exercer ce contrôle, de manière que toute l'affaire « reste au sein de la grande famille francophone ».

Trois présidents — l'Ivoirien Houphouët-Boigny, le Sénégalais Senghor et

◀ Le président Ferhat Abbas. Il remercie Khrouchtchev pour le soutien désintéressé apporté par les peuples soviétiques et félicite Kennedy pour sa victoire sur Richard Nixon.



Fâcheux contretemps : ▶ Krim Belkacem arrive à une soirée officielle à Tunis en même temps que notre ambassadeur, Georges Gorse. Une situation bien désagréable pour Gorse.

Ahmed Francis, ministre des Finances et des Affaires économiques du G.P.R.A. Pour lui, la première tâche est d'éviter que les Français ne refassent le « coup de Bao-Daï ». ▼

Kahia



C. Azoulay/Paris-Match

le Congolais Fulbert Youlou — sont chargés d'aller présenter cette suggestion, comme un « cadeau de paix », successivement à de Gaulle et à Ferhat Abbas. Les journalistes, du coup, les appellent « les Trois Mages ».

Reçus à l'Élysée le 5 novembre, Houphouët-Boigny, Senghor et Youlou rencontrent, deux jours plus tard, à Tunis, Ferhat Abbas et Krim Belkacem. Dans les deux cas, leur mission se solde par un échec. De Gaulle s'en tient à sa décision de confier aux seules autorités françaises l'organisation du référendum d'autodétermination et Krim Belkacem explique à ses interlocuteurs que si le G.P.R.A. a refusé les bons offices de Bourguiba, ce n'est pas pour faire appel à d'autres intermédiaires.

Malgré cette impasse, les « Trois Mages » sont reçus, à Paris comme à Tunis, avec une cordialité exceptionnelle et, dans les deux capitales, on les écoute longuement. Pourquoi? Parce qu'à travers eux un nouveau dialogue — indirect mais important — se noue entre de Gaulle et le G.P.R.A. Les propos tenus par le général aux présidents africains montrent aux ministres algériens que le président de la République exclut de moins en moins l'idée d'une République algérienne indépendante étroitement associée à la France. Ce qui lui pose surtout un problème, c'est de savoir quels leaders algériens « acceptables » pourraient être placés à la tête de cette république. « Le général, explique Fulbert Youlou à Krim Belkacem, hésite entre deux solutions. Si vous mettez de l'eau dans votre vin un peu trop teinté à son gré, à l'heure actuelle, du rouge de Moscou et de Pékin, il finira par faire affaire avec vous, mais si vous vous montrez trop intransigeants, il vous laissera croupir dans l'exil, et ce seront d'autres nationalistes plus raisonnables, choisis à l'intérieur du pays, qui prendront en main les rênes de la République algérienne. »

Après cette discussion, les ministres du G.P.R.A. voient plus clairement que la principale menace qu'ils doivent conjurer est celle de l'émergence d'une « troisième force algérienne ». L'un des plus âgés et des plus expérimentés d'entre eux, Ahmed Francis, rappelle le précédent de la guerre d'Indochine et y ajoute ce commentaire : « Les Français, à la fin de cette guerre, avaient fait sortir de sa boîte l'ex-empereur d'Annam Bao-Daï, qu'ils avaient cherché à imposer comme « l'interlocuteur nationaliste », de préférence à Ho Chi Minh. De Gaulle, aujourd'hui, nous referait volontiers le même coup. C'est pourquoi notre tâche est claire. Nous devons, avant tout, neutraliser les petits Bao-Daï algériens. »

Manifestations au cœur d'Alger

Le bâton et la carotte sont les moyens différents, mais complémentaires, de cette « neutralisation ». Tandis qu'en Algérie les *fidayin* de l'A.L.N. exécutent quelques notables qui ont montré un peu trop spectaculairement leur ambition de devenir, à l'échelon local, de « petits chefs de la troisième force » (c'est ainsi que sont assassinés, entre autres, le premier adjoint au maire de Chanzy, Abdelkader Ketti, et le vice-président de la chambre de commerce de Sétif, Amar Alaouali), la Fédération de France du F.L.N. mène, à Paris, des négociations multiples avec des notables algériens « gaullistes » auxquels elle réclame — et obtient — un demi-ralliement au « Front ». C'est ainsi que treize députés algériens (1) — dont dix membres du groupe gouvernemental de l'U.N.R.— publient, début novembre, une déclaration demandant que le gouvernement français entame « une négociation sans préalable » avec le G.P.R.A.

Les pressions du pouvoir français sont assez fortes pour que certains de ces notables désavouent, quelques jours plus tard, l'initiative qu'ils avaient prise, mais comme dit le secrétaire général du ministère algérien des Affaires étrangères, Saad Dahlab, « l'important a été de montrer à de Gaulle que les boiseries avec lesquelles il prétend édifier son « Algérie algérienne » ne sont faites que de planches pourries ».

De ce fait, le général voit bien que la « troisième force » a de moins en moins de consistance. Son voyage en Algérie, en décembre, et les grandes manifestations pro-F.L.N. au cœur même d'Alger achèveront de lui démontrer que l'« interlocuteur valable » ne peut être que le G.P.R.A., derrière lequel se range en réalité la grande majorité des Algériens. H

Albert Paul LENTIN

(1) Il s'agit de Mlle Bouabsa (non inscrit, Mostaganem) ; MM. Barboucha (Ent. dém., Philippeville) ; Benhacine (U.N.R., Constantine) ; Bouhadjera (U.N.R., Constantine) ; Boulsane (Ent. dém., Philippeville) ; Boutalbi (U.N.R., Bougie) ; Hassani (U.N.R., Batna) ; Ihaddaden (U.N.R., Bougie) ; Kaddari (U.N.R., Tiaret) ; Khorsi (U.N.R., Tizi-Ouzou) ; Ali Mallem (U.N.R., Batna) ; Sahnouni (U.N.R., Batna) et Guettaf (U.N.R., Alger).



L'aérodrome de Maison-Blanche, qui a vu défiler, au gré des événements, tant de personnalités civiles et militaires.

Dimka/Swetchine

JEAN MORIN AU CŒUR DE

ALGER, 4 novembre au soir. Tout le monde retient son souffle. Le chef de l'État va parler. Une fois de plus... Au rez-de chaussée du quartier Rignot, pressés autour du poste de télévision doté d'un enregistreur, il y a là le général Crépin, son chef d'état-major, le général Lhéritier, le colonel Lennuyeux, le directeur de cabinet Vaujour et Jacomet, secrétaire général de l'administration. L'allocution commence. La fumée des cigarettes s'élève lentement. Soudain, c'est le passage clé, les visages se crispent : « ... Les dirigeants rebelles, installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, laquelle existera un jour, mais n'a encore jamais existé. »

Quelques phrases encore, *la Marseillaise* retentit, c'est fini. Un silence lourd, oppressant, pèse sur l'assistance. Crépin est le premier à le rompre : « C'est très mauvais... » Il se décide cependant à faire passer la bande enregistreuse. On écoute à nouveau. « Au fond, voyez-vous, enchaîne le commandant en chef, c'est moins terrible à la seconde audition qu'à la première. Vous ne trouvez pas ? »

Rentré chez lui, Jacomet réfléchit, médite. Le secrétaire général n'a jamais été un passionné de l'Algérie française. Au moment des barricades, il s'est même plaint de la mollesse de Challe et de Delouvrier.

Mais cette fois, c'en est trop. Jusque-là, on pouvait croire à une certaine cohérence. L'autodétermination, l'Algérie algérienne, procédaient d'une certaine logique. Mais République algérienne, c'était s'incliner devant le fait accompli, préjuger du résultat de la consultation populaire, vider à l'avance le contenu de toute négociation, à l'heure où, sur le plan militaire, le F.L.N. a échoué. Une fois de plus, de Gaulle fait un pari. L'Algérie indépendante, cela peut être aussi bien la Côte-d'Ivoire que la Guinée... Et puis Jacomet n'a jamais été un inconditionnel. De quel droit un homme, au mépris des institutions, peut-il se substituer à la volonté de la nation ? De Gaulle ne peut, ne doit pas s'identifier avec la France.

Un coup de téléphone tire le secrétaire général de ses douloureuses méditations. C'est Delouvrier qui appelle depuis Paris. Lui aussi a accusé le coup.



André Jacomet, ▶ membre du Conseil d'État, secrétaire général de l'administration. Il avait été bouleversé par le discours de De Gaulle du 4 novembre, qui lui posait un grave cas de conscience.

Keystone



◀ Paul Delouvrier : lui aussi a accusé le coup devant la phrase brutale qui a jailli des lèvres de De Gaulle et qui ne laisse plus planer d'équivoque sur l'avenir de l'Algérie.

Camus/Paris-Match



Jean Morin. De ▶ Gaulle l'a choisi pour remplacer Paul Delouvrier. Ce n'est certes ni un enthousiaste ni un chaleureux. Une seule chose en fait l'intéresse : la réussite de la mission qui lui a été confiée.

Keystone

LA MELÉE

Au téléphone, Delouvrier joue cependant l'optimisme : « On marche. » Mais Jacomet ne suit pas : « Je suis très ébranlé. » Le délégué général se fait pressant, insiste, tente de remonter son collaborateur : « C'est la dernière étape du dessein politique du général de Gaulle. Nous devons faire face. Ensemble. Demain, je serai à Alger, nous parlerons. »

De fait, le lendemain, samedi 5 novembre, les deux hommes se retrouvent face à face. De sa voix calme, posée, Jacomet ouvre le feu : « J'espère que vous m'apportez des éléments nouveaux, sinon, j'ai bien réfléchi et je suis décidé à ne pas rester. » Delouvrier tente la persuasion. « On va accélérer la promotion musulmane et puis, aussi, faire un exécutif et un législatif algériens. — Alors, je ne suis plus d'accord! Si j'admets la négociation, ce n'est pas pour aboutir à une République algérienne. Je dois démissionner. Je vous prie de prévenir le premier ministre. Je dois vous dire aussi que certains directeurs de la Délégation veulent en faire autant... »

Delouvrier dissimule mal son émotion, son inquiétude. La dislocation de son *brain trust*, quel effet à Paris, à l'Élysée!

Deux jours plus tard, le lundi 7 novembre, à 15 heures, sonne l'heure de vérité. Delouvrier réunit dans son bureau, pièce vaste et très conseil d'administration, tous ses directeurs de service. Il y a là, entre autres, Bouakouir, le secrétaire général adjoint Piquart, de Bouteiller, François Coulet et, naturellement, Jacomet. Depuis la veille, Delouvrier a, lui aussi, beaucoup réfléchi.

Le départ est décidé

Continuer, c'est apparaître en contradiction totale avec tout ce qui a précédé, tout ce qu'il a fait jusque-là. Dans son for intérieur, le départ est décidé. Mais l'heure est prématurée, surtout avec tous ces bruits de conspiration qui circulent. La démission interviendra, mais plus tard. Il serait souhaitable que tout le monde en fît autant.

Une dernière fois, Delouvrier tente donc de convaincre, de resserrer les rangs de son équipe. « Messieurs, le général est conscient de ce que l'on doive progresser dans les étapes de l'évolution de l'Algérie. Je n'ai pas réussi à déceler, dans la position du président de la République, le degré d'accélération qu'il apportera à cette évolution. Il importe qu'il n'y ait pas de positions trop hâtives... »

On ne refait pas tous les jours le « discours des barricades ». Delouvrier sent qu'il n'a pas été convaincant. Dès que les directeurs peuvent s'exprimer, on enregistre des réactions extrêmement vives. Delouvrier se tourne vers Jacomet et l'invite à présenter ses observations et poser des questions.

Livide, en proie à une émotion intense, le secrétaire général, en grand timide, réagit brutalement à ce qu'il considère comme une provocation. « Vous me gênez beaucoup, monsieur le délégué général, en me donnant la parole. Je vous ai dit, en effet, ce que je pensais du dernier discours du chef de l'État et je n'ai pas changé d'avis. Deux aspects de son discours m'ont profondément troublé. Son ton d'abandon et sa référence au pouvoir personnel.

» Pour la première fois, le général de Gaulle a admis, et ce, avant la fin de la guerre, que la République algérienne existerait un jour. Il a également déclaré, pour la première fois avec autant de netteté, qu'en cas de rupture hostile, la France laisserait l'Algérie à elle-même... J'estime regrettable que le G.P.R.A. reçoive satisfaction, avant le cessez-le-feu, sur son principal but de guerre : la République algérienne. Je crois aussi que, parce qu'elle y est implantée depuis cent trente ans, la France a, à l'égard de tous les habitants de l'Algérie et particulièrement des Européens, des obligations et des devoirs qui doivent être honorés en tout état de cause et qui ne sauraient être abandonnés au seul résultat de l'autodétermination... »

Jacomet poursuit et laisse tomber la phrase qu'il ne démentira pas lors de l'enquête du Conseil d'État : « Je n'arrive pas à identifier ma patrie à un homme. Pour moi, la France n'est pas de Gaulle et de Gaulle n'est pas la France... » Avant d'en terminer, le secrétaire général reconnaît la gravité et la complexité de la situation algérienne, décourageante à bien des égards, ne serait-ce qu'avec l'attitude expectative des musulmans. Après avoir durement critiqué la politique d'isolement de De Gaulle, Jacomet ajoute : « Je suis profondément troublé! Après les concessions déjà faites, je n'aperçois plus le sens de ma mission. Je ne sais plus quel langage officiel tenir sans contredire mes propos précédents. Pour ces raisons et avec une infinie tristesse, je vous demande de transmettre ma démission. » Se tournant vers les directeurs de service, le secrétaire général déclare encore : « Vous, messieurs, vous devez rester pour le bien et la continuité de l'État et vous le pouvez, quelles que soient vos opinions, puisque vous n'avez que des responsabilités administratives. » Puis, s'adressant directement à Delouvrier : « Maintenant, en ce qui vous concerne, monsieur le délégué général, quelle sera votre attitude? »

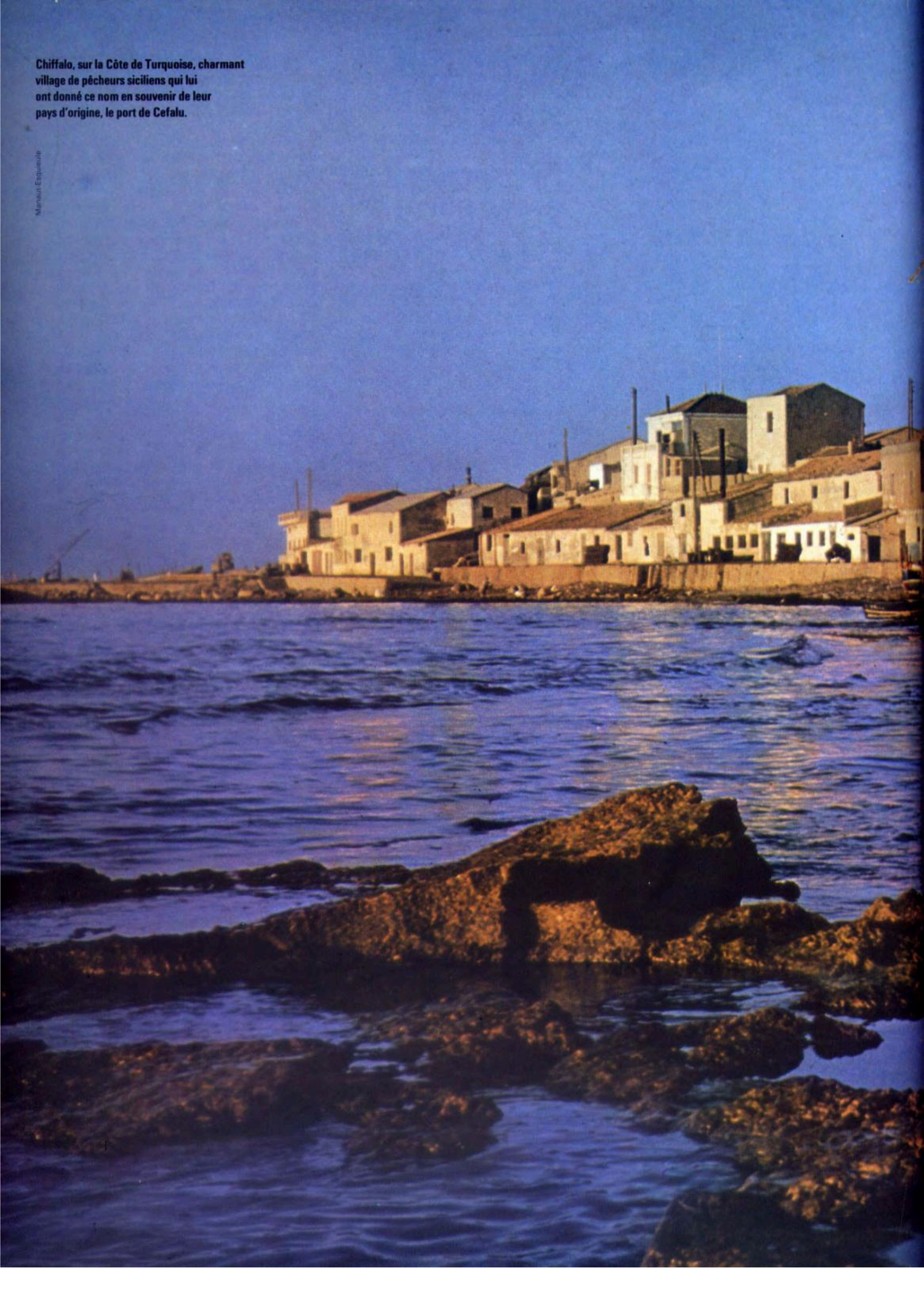
Décomposé, Delouvrier se ressaisit pourtant : « C'est mon affaire, monsieur le secrétaire général. Vous n'avez pas le

(Suite page 2548.)

Keystone



A gauche : André Jacomet avec, à ses côtés, Yves Guéna. Son départ provoquera la colère de De Gaulle qui, fait sans précédent, le fera exclure du Conseil d'État.



Chiffalo, sur la Côte de Turquoise, charmant village de pêcheurs siciliens qui lui ont donné ce nom en souvenir de leur pays d'origine, le port de Cefalu.

Manaut Esqueule



une "scène affreuse"

(Suite de la page 2545.)

droit de prononcer dans cette enceinte les propos que vous tenez. Nous n'avons pas à juger l'État et ceux qui le servent. Je lève la séance. Je vous prie de rentrer dans vos bureaux. »

Le soir même, les radios périphériques signalent les incidents de l'après-midi et annoncent la démission de Jacomet. Surpris, le secrétaire général s'interroge : n'y aurait-il pas là quelque intervention de François Coulet? En tout cas, le lendemain, Jacomet a une dernière entrevue avec Delouvrier, qui lui fait une « scène affreuse ».

« Entre votre conscience et les devoirs de votre charge, vous avez choisi votre conscience. C'est abominable! Cela, vous n'aviez pas le droit de le faire! — Monsieur le délégué général, sans doute n'avons-nous pas la même morale. — Avez-vous réfléchi à la situation dans laquelle vous me mettez? » Le soir même, Jacomet se retrouve à Orly, accueilli dès sa descente d'avion par une voiture officielle. Tout contact fâcheux doit être soigneusement évité. Au cabinet de Debré, la vérité éclate : « Le général de Gaulle est déchaîné contre vous. Il veut votre mort civile. » Il n'est pas question de démission, mais de *révocation*. Pour le chef de l'État, le secrétaire général n'est que l'instigateur d'une des « deux meutes » qui l'assaillent.

Des cris de haine en plein visage!

Le dimanche 13 novembre, toute affaire cessante, le bureau du Conseil d'État se réunit sous la présidence de Parodi, avec cinq représentants de section et le secrétaire général Gazier. L'avis est défavorable. La révocation apparaît comme contraire à la tradition fondamentale, bien que non écrite, du Conseil d'État. Furieux, de Gaulle passe outre. C'est le fait du prince. Il y en aura d'autres.

Alger, novembre 1960. La décision de Delouvrier est prise et bien prise, et la triste manifestation du 11 novembre devant le monument aux morts, où il a reçu en plein visage les cris de haine et de colère de la foule, n'a pu que renforcer le délégué général dans sa volonté de renoncer à ses fonctions, de quitter l'Algérie.

Les raisons, il faut bien le dire, ne manquent pas. Voilà des mois, depuis l'affaire des barricades très précisément, que Delouvrier n'est plus dans son assiette. A cet homme plein d'urbanité, d'une froide distinction, il arrive de s'irriter, de s'emporter, d'avouer une fatigue physique, une lassitude morale. Son entourage, d'abord, n'est plus le même. Le fidèle Maffart est parti, remplacé par Vaujour. François Coulet est arrivé, *missus dominicus* par excellence. Il y a plus grave encore. Crépin n'est pas Challe, et avec le nouveau commandant en chef les relations ne sont pas des plus faciles. Delouvrier s'en est plaint en haut lieu, sans succès. D'ailleurs, avec un Debré tourmenté, déchiré, en proie à une terrible crise de conscience, il n'est plus possible d'aborder le problème algérien. Enfin, depuis l'affaire Jacomet, le cabinet se décompose. Vaujour, Vibert, Saigot, le général Parlange sont prêts à démissionner.

Au bout du compte, Delouvrier s'apprête à les suivre ou à les devancer. En fait, le malaise qui submerge le G.G. vient des deux phrases, des deux formules plutôt, lancées en quelques mois par le chef de l'État : « Algérie algérienne » et surtout « République algérienne ». Depuis le discours du 4 novembre, Delouvrier sent qu'il n'est plus à sa place à la Délégation générale. L'accélération soudaine du problème algérien, bien qu'il soit vieux de cent trente ans, a révélé toute la contradiction de sa position. Delouvrier n'est ni un inconditionnel ni un dévot de l'Algérie française.Certes, il a la plus grande admiration pour le caractère, la volonté, l'intelligence du général de Gaulle, ainsi que pour son sens de l'Histoire. Mais, à terme, il est convaincu que l'Algérie doit s'acheminer vers l'indépendance à condition que des étapes soient respectées.

Il n'y a pas rupture sur le fond, sur le thème stratégique, mais disharmonie sur la méthode, sur la tactique. C'est la soudaine impulsion donnée à l'affaire qui est à l'origine du malaise de Delouvrier. Le général de Gaulle entend brûler une étape.

De fait, en débarquant deux ans plus tôt à Alger, Delouvrier, à la lumière des pro-

E.C.P.A.

Paul Delouvrier, ▶ envoyé en mission en Algérie par de Gaulle avant de prendre son poste de délégué général. « Celui-là, avait dit le chef de l'État à son entourage, est un économiste, il ne va pas m'enquiquiner avec la politique. »

◀ Paul Delouvrier au cours d'une de ses nombreuses tournées. Il a été l'homme que de Gaulle a choisi pour la réalisation du plan de Constantine, qui devait permettre l'éclosion de cadres musulmans. Lorsque de Gaulle...

... a lancé ▶ son « Algérie algérienne », il a compris que le chef de l'État était résolu à brûler les étapes et sa mission lui a semblé vaine. *Photo :* Delouvrier et Bigot, délégué de l'armement, lors de la revue navale d'Oran, en 1959.



Mafart





Mafart



D. Willemain

◀ **Avec l'armée, Delouvrier avait eu d'excellents rapports, et l'entente avec le général Challe avait toujours été parfaite. Ils se voyaient tous les jours, avaient un cabinet commun, et c'est auprès de Delouvrier que Challe trouvera le plus favorable écho aux plans qu'il avait conçus pour venir à bout des katibas ennemies.**

pos du général, était animé par deux idées-force. Il entendait agir en économiste, en technocrate de grande classe. C'est lui qui arracherait cette Algérie à son sous-développement, la lancerait sur la route du progrès, pour lui permettre d'assumer un jour son propre destin. Il serait l'agent du fameux plan de Constantine. L'orientation politique, ce serait naturellement au président de la République de la définir, d'en fixer les étapes. Sur place même, Delouvrier entendait se libérer personnellement de toutes les menues tracasseries politiques, une simple « écume ». C'est pourquoi il avait demandé la création d'une direction des affaires politiques, tenue d'abord par Cardy, un ancien contrôleur civil du Maroc, en attendant François Coulet.

Qu'il y ait eu là une part d'illusion, voire de naïveté, il est difficile d'en douter. Était-il vraiment possible de considérer de haut les mille servitudes d'un pays en guerre, agité de terribles passions, pour se consacrer à un plan de développement à long terme dont les résultats ne pourraient vraiment se faire sentir avant une génération ?

Beaucoup d'ombres au tableau

Cela dit, quels sont les résultats obtenus ? Pour les comprendre, on ne peut que rappeler les objectifs du plan de Constantine. Ils sont au nombre de trois : accélérer la promotion musulmane à tous les échelons, scolariser une masse croissante de jeunes et leur assurer une formation professionnelle, améliorer le revenu national algérien et résorber le chômage, par la relance de la production agricole et surtout industrielle. Pour ces objectifs, l'Algérie paraît disposer d'atouts solides : l'existence d'une infrastructure, la découverte des ressources pétrolières, une aide massive de la France.

Deux ans plus tard, des résultats indiscutables ont été obtenus, mais force est de reconnaître qu'on en est encore au stade de l'ébauche, du démarrage. Le fameux plan lui-même n'a été approuvé qu'en mars 1960 par la direction algéroise du Plan, avant d'être examiné en juin par le Conseil supérieur du Plan. S'il reste admis qu'il doit couvrir la période 1959-1963, il doit encore faire l'objet d'une décision gouvernementale, suivie d'un examen par les instances économiques et parlementaires...

A l'occasion de la visite du premier ministre les 3 et 4 octobre 1960, Delouvrier a pu tout de même dresser un premier bilan. La promotion musulmane est largement amorcée. Dans le primaire, la scolarisation touche près d'un million d'élèves contre 650 000 à la rentrée de 1958, soit un gain de 60 % pour l'ensemble de l'Algérie. Sur le plan agricole, la construction des « mille villages » est pratiquement terminée, avec plus de 40 000 logements ruraux livrés. Pour les céréales et les agrumes, la production est passée de 270 000 tonnes à 390 000 tonnes en un an. Dans l'industrie, on vient de fêter le 400e agrément d'une entreprise. Il s'agit de la filiale algérienne « Geral » d'une firme lyonnaise de produits chimiques. En un an, la production industrielle a augmenté de 10 %. Au total, l'investissement global concerne 100 milliards d'anciens francs en deux ans. Pour 1961, on escompte 400 milliards, dont 45 % fournis par l'État.

Cependant, Delouvrier n'a pu s'empêcher de faire lui-même quelques réserves : « Le bilan n'a pas la prétention d'être un chant de victoire, il y a beaucoup d'ombres au tableau, même en dehors de la guerre. Les comportements, même dans l'administration, ne sont pas encore changés, dans le sens fraternel que nous désirons. Nous manquons de techniciens. Les regroupements ne sont pas encore tous de nouveaux villages. Les médecins militaires n'arrivent pas. La machinerie administrative est encore trop lourde. »

En fait, les statistiques et les pourcentages voilent la réalité. Plus de la moitié des enfants ne vont pas à l'école et l'enseignement technique démarre à peine. Nombre d'agréments industriels ne sont suivis d'aucune réalisation. Même si on donnait cours à tous les projets, ce ne ▶

le superpréfet Jean Morin se retrouvera dans l'enfer algérois

seraient jamais que 28 000 emplois créés. C'est l'exploitation pétrolière qui se taille la part du lion et elle se révèle peu génératrice d'emplois. Des voix autorisées critiquent même toute l'orientation économique de Delouvrier. Les nouvelles implantations concernent, pour les deux tiers, la région d'Alger et, pour le reste, les villes côtières. Le décalage entre le littoral et le bled risque de s'aggraver.

D'autres dénoncent encore le caractère timoré de la promotion musulmane. En deux ans, trente-sept musulmans seulement ont été intégrés dans les grands corps de l'État et une centaine dans les cadres administratifs supérieurs. En Algérie, s'il y a 37 000 agents musulmans au lieu de 20 000, ils n'occupent que des postes subalternes. C'est l'occasion de faire, d'ailleurs, le procès de la gestion administrative du délégué général. Ce n'est pas la capacité de travail, assez rare, de Delouvrier, qui est en cause, mais la médiocrité de son entourage.

Des exercices verbaux pendant deux ans !

Ces critiques, Delouvrier les connaît et affecte de les mépriser, convaincu de la supériorité de son intelligence. De toute manière, l'essentiel n'est pas là. Depuis les discours du 14 juin et surtout du 4 novembre, sa mission n'a plus de sens. Le contraste est trop grand entre le « décollage » de l'Algérie dans le cadre d'une communauté franco-musulmane et le virage politique brutal qui surgit depuis l'affirmation de la République algérienne. Assumer la marche vers l'indépendance à terme, oui, mais coopérer à l'établissement d'une indépendance pratiquement immédiate, Delouvrier n'en a ni la force ni le courage. Il n'est pas bâti pour ça.

Le délégué général ne peut même se défendre d'une certaine amertume. Ses deux ans de travail acharné, c'était donc pour le G.P.R.A.! Peut-être aurait-il dû abandonner plus tôt. Mais depuis des mois il s'est considéré comme « mobilisé ».

C'est très simplement que Delouvrier expose ses raisons au chef de l'État. Tout en insistant sur le fait qu'il n'y a pas de désaccord fondamental, il ajoute : « Mon autorité sera nulle, car j'ai fait des exercices verbaux pendant deux ans. Toutes mes paroles d'espérance, de contacts, de plan de Constantine ont été balayées par l'Algérie algérienne et surtout par la République algérienne. » Sur l'heure, de Gaulle écarte les objections : « Venez demain déjeuner avec moi. »

Le lendemain, Delouvrier remet à



J.P. Biot/Paris-Match

Bonneval une lettre où il expose toutes les raisons de son départ. Le déjeuner ne s'en déroule pas moins dans une atmosphère détendue et amicale. Il y a là Mme de Gaulle, Bernard Tricot, Geoffroy de Courcel. C'est au café que se produit un de ces mini-coups de théâtre que de Gaulle affectionne : « Delouvrier, je ne force personne à rester à Alger. Vous ne voulez plus y être? Bien. Vous êtes rappelé à Paris. Un ministre de l'Algérie sera incessamment nommé et un délégué du gouvernement installé en Algérie... Regagnez Alger... Vous n'aurez plus beaucoup à attendre... Merci, Delouvrier! »

La relève ne tarde pas. Le 23 novembre, on apprend le « rappel » de Paul Delouvrier, son remplacement par Jean Morin. Le « délégué du gouvernement » dépendra de Louis Joxe, ministre d'État pour les Affaires algériennes, qui agira lui-même sous les ordres directs du chef de l'État... Le lendemain, Delouvrier quitte Alger. C'est tout un chapitre de l'histoire de l'Algérie qui s'achève. H

Philippe MASSON

A CHAQUE tournant décisif de la politique algérienne du général de Gaulle, il faut un homme neuf sur place pour appliquer les nouvelles directives. Lorsque le 4 novembre 1960, dans un retentissant discours, le chef de l'État parle pour la première fois d'une « République algérienne », il devient évident aux yeux de tous les observateurs que Paul Delouvrier a fait son temps en Algérie. Le sursis qui lui avait été accordé au lendemain des barricades touche à sa fin.

Après la semaine tragique de janvier, le délégué général était persuadé que Paris le rappellerait.

Convoqué à l'Élysée, le délégué général s'était surtout vu reprocher par le chef de l'État sa « désertion » d'Alger avec le général Challe pour la base aérienne de Reghaïa et d'avoir attendu quatre jours pour redresser la situation.

Moins d'un an après, au début du mois de novembre 1960, le départ définitif de Paul Delouvrier est cette fois certain bien qu'ignoré officiellement. Ce départ, le délégué général en Algérie en est arrivé à le souhaiter. Vingt-quatre mois passés



J.P. Biot/Paris-Match



J.P. Biot/Paris-Match

***A gauche :* Jean Morin est arrivé à Alger. Accompagné du général Crépin, il se rend au monument aux morts. *En haut :* son premier geste est de déposer la traditionnelle gerbe de fleurs. Tout se passe dans un calme surprenant. Mais le nouveau délégué du gouvernement sait bien que ce calme est celui qui précède les tempêtes. *A droite :* Morin donne sa première conférence de presse.**

dans un pays en guerre, perpétuellement au bord de l'émeute, coincé entre deux populations meurtries, inquiètes, l'ont durement éprouvé moralement et même physiquement. La « semaine des barricades » a été un choc très rude. Quand il a été obligé de confirmer assez brutalement au général Crépin l'ordre de tirer, Delouvrier ne l'a pas fait sans être déchiré par un terrible drame de conscience. Heureusement, Ortiz s'est enfui et Lagaillarde s'est rendu avant qu'on en arrivât à une nouvelle fusillade.

Un homme froid et sec

Maintenant, il y a ce nouveau virage de la politique algérienne du général de Gaulle. Lorsque Paul Delouvrier a été nommé, c'était, dans un premier temps, pour lancer le plan de Constantine qui devait « déclochardiser » le pays; dans un deuxième temps, pour faire admettre à tous le principe de l'autodétermination tel qu'il avait été défini par le discours présidentiel du 16 septembre 1959. Homme libéral, le délégué général y avait souscrit d'emblée et même partagé la préférence cachée du chef de l'État pour l'association.

Or, en automne 1960, il n'est pratiquement plus question du triple choix offert par l'autodétermination après le retour au calme. Dans son allocution du 4 novembre, le général de Gaulle fait une allusion très nette à la future République algérienne « qui verra le jour ».

Paul Delouvrier sait dès lors qu'il ne peut pas être l'homme chargé d'imprimer sur place la nouvelle orientation.

Effectivement, le 22 novembre, alors qu'en Algérie et plus particulièrement à Alger les remous provoqués par le discours du 4 novembre sont loin de s'apaiser, la nouvelle éclate : Paul Delouvrier est rappelé à Paris pour occuper de nouvelles fonctions. Ancien ambassadeur de France, ancien ministre de l'Éducation nationale, Louis Joxe est nommé ministre d'État chargé des Affaires algériennes. Il dépendra directement du président de la République. Pour remplacer Delouvrier, de Gaulle a choisi un superpréfet: Jean Morin.

Ce nom ne dit rien aux Algérois. Jean Morin leur est aussi totalement inconnu que l'était Paul Delouvrier à son arrivée en Algérie. Ils se doutent bien que, de nouveau, Paris leur envoie un haut fonctionnaire dont le rôle se bornera à appliquer les directives du gouvernement. Au physique, Jean Morin a l'allure d'un Méridional avec son visage un peu rond, à la calvitie naissante, et sa peau mate. La ressemblance s'arrête là. Jean Morin est dépourvu de toute chaleur humaine. C'est du moins l'impression qu'il donne. Il est froid, sec. Est-ce par timidité? Il redoute les effusions, les grandes démonstrations d'amitié.

A vingt-six ans, en 1944, il a été l'adjoint de Georges Bidault au Conseil national de la Résistance. Plus jeune préfet de France à la Libération, c'est lui que de Gaulle a chargé d'une mission difficile, délicate, pénible même : l'épuration du corps préfectoral au ministère de l'Intérieur. Jean Morin s'acquittera de cette tâche honnêtement, sans rancœur mais sans faiblesse non plus, jugeant uniquement sur les actes en laissant de côté les calomnies si fréquentes en cette époque troublée.

Une mort stupide

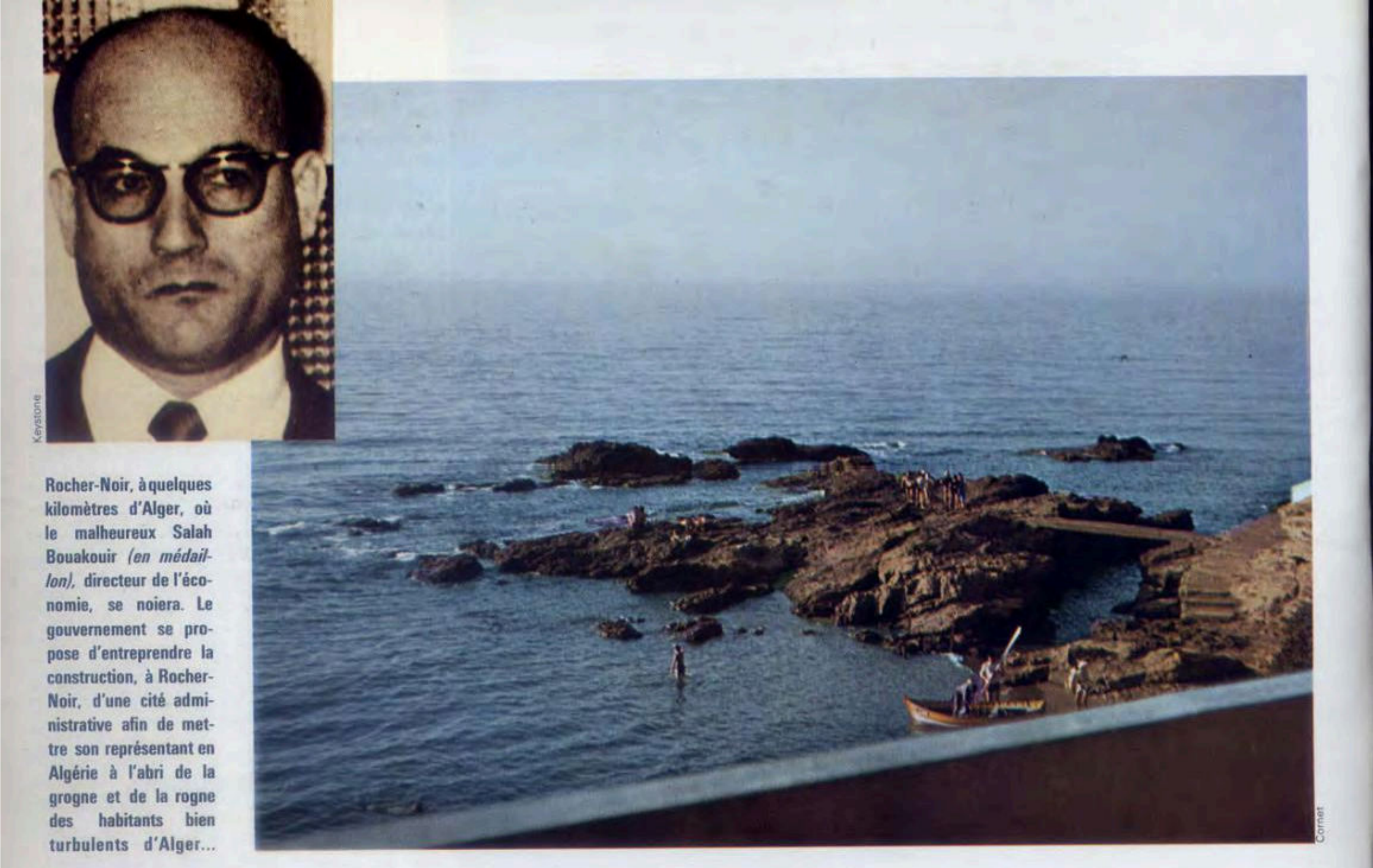
La « commission de la hache » n'ayant plus de dossiers personnels à examiner, Jean Morin a fait partie des cabinets de Jules Moch, d'Antoine Pinay, de Georges Bidault. En 1958, quand la vague populaire venue d'Alger porte le général de Gaulle au pouvoir, il est préfet à Angers. L'ancien chef de la France libre, qui n'a pas oublié les services rendus, le nomme préfet igame à Toulouse, un vieux fief radical socialiste qu'il faut rallier au gaullisme. C'est à Toulouse, en février 1959 que de Gaulle lui révélera les grandes lignes de son futur discours sur l'autodermination. « Ce n'est pas aux militaires d'administrer ce pays, lui confie-t-il. Il faut leur reprendre l'autorité dévolue au pouvoir civil. »

Ces paroles donnent-elles à penser à Morin que de Gaulle se prépare à lui confier un poste important en Algérie? Si c'est le cas, il devra attendre novembre 1960. Pierre Racine, directeur de cabinet de Michel Debré, l'appelle au téléphone à la préfecture de Toulouse.

« Vous êtes attendu à l'Élysée. On parle de vous pour l'Algérie. »

A l'Élysée, le chef de l'État lui confirmera qu'il a besoin de lui pour succéder à Delouvrier, qui a fait son temps. Partisan convaincu de l'autodétermination, Jean Morin a été frappé lui aussi par le pas en avant franchi par le discours du 4 novembre. En soulignant combien la mission est intéressante et sa confiance flatteuse, de Gaulle obtient l'adhésion du superpréfet qui va se retrouver parachuté en quelque sorte de la paisible Haute-Garonne dans l'enfer algérois.

« Morin, si la tâche est ardue, la mission est noble », lui a encore dit le président de ▶



Rocher-Noir, à quelques kilomètres d'Alger, où le malheureux Salah Bouakouir *(en médaillon)*, directeur de l'économie, se noiera. Le gouvernement se propose d'entreprendre la construction, à Rocher-Noir, d'une cité administrative afin de mettre son représentant en Algérie à l'abri de la grogne et de la rogne des habitants bien turbulents d'Alger...

Keystone

Cornet

le chef de l'état révèle un secret à Morin

la République d'un ton théâtral en lui serrant la main.

Si le nouveau représentant du gouvernement en Algérie a une idée bien imprécise encore du problème algérien qu'il n'a jamais eu l'occasion d'étudier sur place, en revanche, il connaît les limites de sa mission et son contenu. De Gaulle lui a assigné des objectifs bien précis qui ne lui laissent en vérité aucune liberté de mouvement sur le plan politique. De même que Delouvrier a été l'homme de la relance économique avec la mise en train du plan de Constantine, il doit être, lui, l'homme de la promotion sociale des musulmans. Les grandes options politiques, c'est au chef de l'État et à lui seul de les prendre.

Cette promotion sociale, amorcée par Jacques Soustelle bien avant le 13 Mai, est réellement entrée dans les faits avec les commissions d'élus, au nombre de quatre, instituées au cours de l'été. Elles réunissent des conseillers généraux, des députés et des sénateurs algériens. Leur mission est d'étudier les problèmes administratif, économique et politique de la future Algérie algérienne de manière à pouvoir préparer ses structures.

Second volet : la réorganisation de la Délégation générale, ex-Gouvernement général jusqu'en mai 1958. A Paris, on estime que ce lourd appareil administratif qui « gère » l'Algérie et le Sahara est un écran entre l'administration et la population, une sorte de bastion des idées héritées de la colonisation, ce qui ne facilite évidemment pas l'accession des musulmans à certains postes. Parmi tous les directeurs des grands services, finances, agriculture, transports, un seul est algérien. Il s'agit de Salah Bouakouir, polytechnicien au visage fin, au regard énigmatique derrière des verres à fine monture. Cet homme affable, d'une très grande intelligence, directeur de l'Économie, trouvera une mort stupide en se baignant à la plage du Rocher-Noir.

« Je désire une importante déconcentration », a insisté de Gaulle auprès de Jean Morin.

Une mission très préoccupante

Autre conseil donné au nouveau représentant du gouvernement en Algérie : ne pas se laisser prendre au piège d'Alger, à son ambiance étouffante et paralysante, au tumulte de sa rue. C'est pour y échapper que Paul Delouvrier s'est réfugié à Reghaïa pendant les barricades. On va faire mieux. Le chef de l'État révèle un secret à Morin. Le gouvernement se propose d'entreprendre la construction d'un nouveau centre administratif, véritable « cerveau » à Rocher-Noir, au bord de la mer, à quelques kilomètres d'Alger. Là, au moins, on sera à l'abri des vociférations de la foule algéroise.

En mettant le pied sur le sol de Maison-Blanche, à la descente de la *Caravelle* qui l'a amené de Paris, Jean Morin, en costume sombre et pardessus gris foncé, tête nue, est soucieux. Ce qui le préoccupe, ce n'est pas tant la mission qui l'attend dans son nouveau poste que la préparation du voyage que le général de Gaulle veut faire du 9 au 13 décembre.

Jean Morin a des raisons d'être inquiet. A Paris, Delouvrier, qu'il a rencontré chez Louis Joxe, le tout nouveau ministre de l'Algérie, lui a fait un rapide *briefing* sur les manifestations européennes organisées par le Front de l'Algérie française qui a succédé au F.N.F. d'Ortiz. Morin, qui n'a sans doute pas réalisé à ce moment l'ampleur de la colère des Algérois, a eu la surprise d'entendre Delouvrier lui dire :

— Je pars tout à l'heure. J'espère pouvoir prendre toutes les mesures nécessaires pour que vous puissiez occuper votre poste.

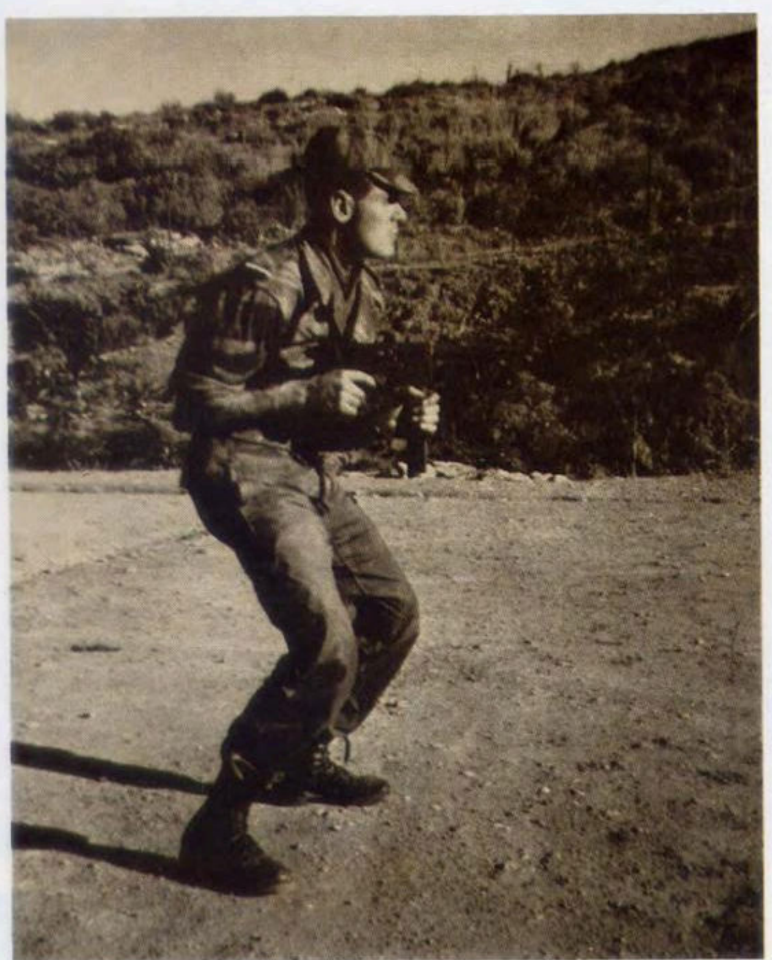
— Que je puisse? s'est étonné Morin peu habitué à un tel langage.

— Oui, a repris Delouvrier. Pour que le F.A.F. ne vous en empêche pas.

Le 9 décembre, Jean Morin est en Oranie pour accueillir le général de Gaulle qu'accompagnent Louis Joxe, ministre d'État chargé des Affaires algériennes, et Louis Terrenoire, ministre de l'Information. A Alger, manifestants et C.R.S. sont aux prises dans la rue. H

Francis ATTARD

CHEFS DE COMMANDO A L'ÉCOLE DE MAO



Baldensperger

A L'ABRI des tempêtes du grand large comme à l'abri de la tempête des événements, tel est le petit port d'Arzew, situé à quarante kilomètres à l'est d'Oran. Avec sa minuscule église posée au milieu d'une place carrée piquetée de palmiers et encadrée de maisons tranquilles, c'est une bourgade nonchalante, endormie presque. De temps en temps, le grondement d'un convoi secoue la torpeur des rues : c'est que les militaires sont en nombre dans ce secteur; il y a tout d'abord les marins du C.I.O.A., Centre d'interventions pour opérations amphibies ainsi que l'escadron amphibie des troupes de marine; puis la base arrière d'un régiment de la légion; enfin, à quelques kilomètres de là, en suivant une route en lacet surplombant la Méditerranée, le Centre d'instruction de pacification et de contre-guérilla (C.I.P.C.G.) d'Arzew.

Le site, vallonné, descend en pente douce vers la mer. Là sont posés des bâtiments sans étages abrités des vents d'ouest par la masse rocheuse du cap Carbon. Lorsqu'il fait beau, la plage toute proche invite à la baignade; lorsqu'il pleut, l'argile rouge du sol, mal retenue par une maigre végétation, se déverse en longues traînées sanglantes jusqu'à la mer. Tous les quinze jours, le C.I.P.C.G. accueille une centaine de stagiaires. Ce ▶

Baldensperger



Ci-dessus : **démonstration de tir instinctif au pistolet mitrailleur MAT 49 au C.I.P.C.G. d'Arzew.** ***Ci-contre :*** **démonstration de tir instinctif au pistolet Colt. Pour les stagiaires, un moment de détente agréable, entre deux conférences sur la guerre révolutionnaire. Dans ce genre de tir, la rapidité d'action et la puissance de feu supplantent la précision. D'ailleurs, comme on enseignait toujours, dans l'infanterie, au voltigeur : « C'est devant ta puissance de feu que l'ennemi baisse la tête. Il ne peut savoir, dans son trou, si les balles passent à dix centimètres ou à un mètre au-dessus de sa tête. »**

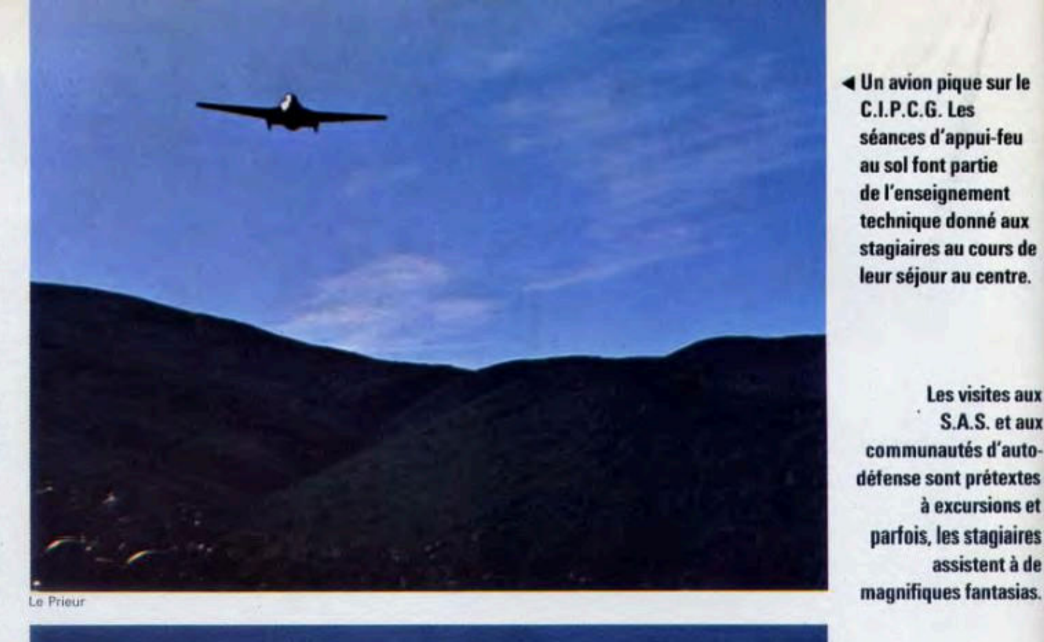
les cinq phases de la guerre subversive

sont, pour la plupart, des officiers : soit de jeunes aspirants et sous-lieutenants frais émoulus de leurs écoles d'armes; soit des militaires de carrière venus de leurs garnisons métropolitaines. Avant leur future affectation, ils reçoivent une teinture des connaissances sur les caractères spécifiques de l'Algérie et de la guérilla qui s'y déroule. Si cette guérilla n'a rien à voir avec la guerre de papa, en 1940, ni avec celle de grand-papa, en 1914, elle présente en revanche bien des analogies avec le conflit indochinois, qui s'est achevé quelques mois seulement avant qu'ait éclaté la rébellion dans l'Aurès. Dans l'un comme dans l'autre cas, il n'y a plus de ligne de front à percer, pas de territoire ami ou ennemi, pas même de soldats en uniforme. L'adversaire — viet ou fellagha — est partout et nulle part; il bénéficie de l'aide et de la protection d'une population d'autant plus complice que le guérillero est issu de son sein. Enfin, l'ancienne colonie ou possession en lutte contre sa métropole reçoit l'assistance de pays frères qui l'approvisionnent et hébergent ses combattants.

" Voilà le sort réservé aux traîtres "

Ainsi le C.I.P.C.G. est-il né directement de l'expérience des anciens d'Extrême-Orient. L'enseignement comprend deux parties, l'une théorique, l'autre technique. Appartiennent à la théorie les conférences sur l'histoire de l'Afrique du Nord et de l'Islam ainsi que les exposés d'initiation à la guerre révolutionnaire. Sont, d'autre part, du domaine technique la démonstration de certains procédés de pacification, tels les regroupements de population, la création de villages d'autodéfense, le fonctionnement d'une S.A.S. et la manipulation des masses par la propagande. Technique encore avec les séances de close-combat, les exercices de tir instinctif et d'appui-feu aérien.

Le colonel Lacheroy, dans son cycle de conférences au C.I.P.C.G., a excellemment défini les caractères de la guerre révolutionnaire en se référant au premier stratège et penseur qui l'ait analysée en profondeur : Mao Tsé Toung. Avec des forces dix fois moindres, Mao réussit — en 1949 — à balayer l'armée nationaliste de Tchang Kaï Chek du continent asiatique. Simplement parce qu'il avait reçu l'indispensable appui du peuple chinois. D'où l'image classique comparant le guérillero au poisson évoluant dans l'eau de la masse populaire. Supprimez l'eau et vous ôterez du même coup la vie au poisson. Donc, en guerre révolutionnaire, l'action principale consiste à prendre en main les populations qui servent de support à cette guerre et au milieu desquelles elle se passe. Celui qui les prend ou qui les tient a déjà gagné; la destruction des bandes rebelles passe au second plan.



Le Prieur

◀ Un avion pique sur le C.I.P.C.G. Les séances d'appui-feu au sol font partie de l'enseignement technique donné aux stagiaires au cours de leur séjour au centre.

Les visites aux ▶ S.A.S. et aux communautés d'autodéfense sont prétextes à excursions et parfois, les stagiaires assistent à de magnifiques fantasias.



Le Prieur

◀ Le C.I.P.C.G. d'Arzew. On y enseigne les caractéristiques de la guerre subversive pour mieux la combattre. « Tout chef, dans une guerre révolutionnaire, est obligé d'étudier...

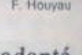
... les lois de la guerre révolutionnaire et de les posséder », répète le colonel Lacheroy après Mao Tsé Toung. *Photo :* un coin du centre où logent les stagiaires. ▼

Si on la laisse se développer — toujours selon le colonel Lacheroy — la guerre révolutionnaire comporte cinq phases.

Au début de la première phase, il ne se passe rien. Seules certaines personnes appartenant aux services de renseignements sentent qu'il se trame quelque chose, le signalent à leurs supérieurs et, naturellement, ne sont pas crues. Puis, tout à coup, sans préavis, des bombes éclatent, des attentats sont perpétrés et ce, n'importe où, à la piscine, au marché, à la sortie de la messe. La presse et la radio de tous les pays du monde, avec ce goût du sensationnel qui les caractérise, viennent verser de l'eau au moulin : elles créent l'événement ou y collaborent à coups de grands titres.

Dans la deuxième phase, les attentats continuent mais s'appliquent désormais à des individus choisis. Le cadavre porte souvent la mention : « Voilà le sort réservé aux traîtres. » Les victimes sont, en général, des personnes d'humble origine, exerçant de modestes fonctions. On tue le garde forestier, le garde champêtre, le gendarme local ou le facteur rural. C'est à ce moment-là que se réalise l'emprise du terrorisme sur la population qui sait que le lendemain ce peut être le tour de l'un des siens. Alors, elle se tait et, par son silence, devient complice de l'adversaire.

La troisième phase voit apparaître les premiers éléments armés. Ils sont, tout


F. Houyau


Fuchs

d'abord, à peine différenciés du paysan qui cultive son champ ou du berger qui garde son troupeau. Ils pourront agir presque à découvert, forts de la complicité du silence qui s'est établi autour d'eux. Simultanément se glissent au milieu de la population civile les premiers commissaires politiques; ils seront le levain de cette pâte amorphe transformant la passivité en activité, puis en élan.

Lors de la quatrième phase, les éléments armés prennent forme de sections ou de compagnies; ils vont se battre loin de leurs villages d'origine. Du côté civil, des noyaux agissants se constituent, qui se répartissent les tâches : aux uns les collectes de fonds, aux autres la justice, l'administration et les questions d'autorité.

Le « nha-qué » des rizières

Le système de la guerre révolutionnaire atteint sa perfection au cours de la cinquième phase. Le soldat, de supplétif, devient régulier, ce qui suppose un support logistique bien organisé. De même, au sein de la population civile, une hiérarchie politico-administrative s'est constituée parallèlement à celle qui est en place officiellement. A ce stade, l'autorité et la force ont définitivement changé de camp. L'appareil du gouvernement légal peut bien avoir conservé son fonctionnement et ses apparences extérieures, il n'est plus qu'un édifice vermoulu; telle une habitation rongée par les termites, il s'écroule un beau jour à grand fracas.

Prisonnier des habitudes et des traditions héritées du passé, le corps expéditionnaire français en Indochine s'était révélé un instrument tout à fait inadapté quand il avait dû faire face, avec ses blindés et son imposante artillerie, au frêle *nha-qué* des rizières — paysan le jour et tueur la nuit — armé de son seul coutelas ou d'un fusil de chasse démodé. Peu à peu, cependant, le corps expéditionnaire s'était adapté aux circonstances et était devenu un efficace outil de contre-guérilla. Mais quels reniements supposait cette reconversion! Car les principes de la guerre subversive s'opposent pratiquement tous à ceux d'une guerre de style « classique ».

Le premier de ces principes, est la suprématie incontestable du territorial sur l'opérationnel. Le « patron », en guerre révolutionnaire, est celui auquel on a donné un pré carré à pacifier et à administrer. La destruction des bandes rebelles n'étant qu'un des aspects de cette pacification, l'unité de combat doit être subordonnée à l'unité qui quadrille le terrain.

Deuxième point : les méthodes d'éducation du soldat, qui consistaient jusque-là à l'intégrer au sein d'une formation de plus en plus importante : section, compagnie, puis régiment, ces méthodes — en

Les D.O.P., ou comment tuer la guérilla

Le mouvement insurrectionnel déclenché le 1er novembre 1954 n'est pas une surprise : le feu, en Algérie, couve depuis longtemps, attisé par la Ligue arabe, les Soviétiques, les Américains, les Britanniques et même par les partis politiques français dans leur prurit démagogique; des armes circulent clandestinement depuis 1945; des commandos de terroristes sont instruits dans la vallée du Nil; le C.R.U.A. (1), successeur de l'aile marchante du M.T.L.D., ne manque pas de soutiens, politiques et financiers; le fellaghisme qui sévit depuis trois ans en Tunisie n'a pour la frontière algérienne qu'un respect très relatif; déjà des attentats ont été perpétrés.

La Sûreté nationale et la gendarmerie sont convenablement renseignées, mais leurs avertissements se heurtent à l'inertie du Gouvernement général, donc du ministère de l'Intérieur — Mitterrand — où la consigne est : « Ne réveillons pas les fantômes de 1945 ! Pas de vagues. » Mendès-France, la « paix en Indochine », se soucie peu d'être la « guerre en Algérie » !

Le 2 novembre 1954, arrestation massive de militants nationalistes. L'insurrection est-elle décapitée? Non. Couverts par de hautes protections, les leaders séparatistes ne sont pas inquiétés et la justice libère assez vite les suspects, qui, pourtant, n'étaient pas tous du menu fretin, libérations plus proches de l'opportunisme politique que de la juste application de la loi !

« Ne réveillons pas les fantômes de 1945 ! »

Les policiers ne sont pas contents, les gendarmes non plus. L'armée, qui comptera bientôt ses morts, n'a pas voix au chapitre; son rôle se borne alors — c'est la loi — à répondre aux réquisitions des préfets, à accompagner les forces de l'ordre dans leurs opérations domiciliaires... et à n'ouvrir le feu qu'après sommations. Heureux temps pour la rébellion !

Un soldat tué, un fellagha abattu, un musulman égorgé par les « bandits », et la machine judiciaire se met en marche... comme dans le 16e arrondissement : autopsie, reconstitution du crime, convocation des témoins... Les témoins? Ils s'éclipsent vite et disparaissent aussi les informateurs de bonne volonté que cette procédure désigne naturellement à l'attention des hors-la-loi, une procédure qui fait vraiment la partie belle au F.L.N.

La Sûreté nationale et la gendarmerie perdent pied, surtout dans le bled, où les fellaghas usent d'arguments irrésistiblement convaincants pour inciter la population au silence et les fonctionnaires musulmans à la prudence.

Pourtant, l'armée en a fait l'expérience en Indochine, les forces de l'ordre frapperont souvent dans le vide tant qu'elles ne disposeront pas des renseignements nécessaires. Il faudra de longs mois pour en convaincre Paris.

Au fur et à mesure des besoins, mais toujours, faute de moyens, avec un temps de retard, se développera un système de renseignements militaires, jusqu'alors inexistant, et s'installera une hiérarchie territoriale de 2es bureaux — corps d'armée et division — prolongée dans les secteurs par des officiers de renseignements (O.R.). A leurs côtés, un service de renseignements opérationnels surveillera plus spécialement les bandes armées qui opèrent, elles, sans souci des limites territoriales.

Enfin, l'extension de l'organisation politico-administrative (O.P.A.) de soutien à la rébellion entraîne la mise en place d'un service de contre-espionnage chargé, en liaison avec les polices et la gendarmerie, de détecter les activités souterraines du F.L.N. : réseaux de renseignements et de liaisons, propagandistes, ravitailleurs des bandes armées, collecteurs de fonds, « juges », qui se substituent à la justice légale, et « exécuteurs » des expéditions punitives contre les « traîtres » ou les « récalcitrants » à la cause du Front.

Ce service de contre-espionnage, dont la direction est à Alger, implante sur l'ensemble de l'Algérie-Sahara, des détachements opérationnels de protection : les D.O.P.

Cette création ne résulte pas d'une initiative du ministre résidant en Algérie, ou du commandant en chef, mais bien d'une décision gouvernementale et d'instructions d'application interministérielles.

Placé aux ordres d'un officier, chaque D.O.P. comprend la plupart du temps des sous-officiers, une équipe de gendarmes, une équipe de policiers (venus souvent de métropole), des interprètes, du personnel de secrétariat et de servitude et quelques harkis de protection. Le personnel est indifféremment de carrière ou du contingent; contrairement à certaines allégations, il ne s'agissait pas de « troupes spéciales » et la légion étrangère n'y participera jamais.

Ces organismes sont mis à la disposition des généraux commandants de zone ou parfois des colonels commandant des secteurs particulièrement noyautés par le F.L.N. Ces autorités sont responsables des activités des D.O.P., de leur orientation et de l'exploitation des renseignements qu'ils obtiennent. Tel est le principe d'emploi des D.O.P., principe souvent rappelé, car il est en butte à deux déviationnismes : la propension des services de renseignements à former une hiérarchie parallèle et le peu de goût de certains généraux et colonels pour assurer la plénitude de leurs responsabilités.

Chaque D.O.P. mènera donc ses travaux avec plus ou moins d'indépendance, plus ou moins de réussite... et plus ou moins d'éclaboussures.

Efficacité? La mission des D.O.P. est un travail de longue haleine dont les résultats sont perpétuellement remis en cause par la ténacité du F.L.N. et par la bénignité des sanctions qui frappent les coupables.

« Si je t'aide, avouera un musulman à un officier, les fellaghas m'égorgent. Si je refuse de les aider, ils incendient mes récoltes, ma ferme, mutilent mes moutons, me tranchent le nez. Si j'aide les hors-la-loi, j'écoperai, au pire, de 6 mois de prison et les services sociaux, pendant ce temps, s'occuperont de ma famille ! »

Et, faisant abstraction de ses sentiments, le fellah écoute naturellement la voix de son intérêt bien compris. Les « tueurs » condamnés à mort sont rarement exécutés; ils ne le seront plus du tout à partir de 1959 ! La mansuétude est à sens unique. Légèrement punis, promptement élargis, les membres des organisations clandestines, auréolés par l'impunité, reprennent leurs activités et le D.O.P., chaque jour, démêle la trame d'une O.P.A. qui se renoue avec obstination.

Par sa lutte contre une infrastructure qui permet aux bandes armées de survivre, le D.O.P. apporte à l'assainissement des régions contaminées par le F.L.N. un appui incontestable.

Mais les D.O.P. n'ont pas eu que des partisans.

Tout d'abord, ces organismes font de l'interrogatoire des prisonniers et des suspects leur principale et parfois unique source de renseignements, se substituant ainsi aux 2es bureaux et aux O.R. de secteur qui en sont normalement chargés par les règlements. Ce sont en effet les déclarations de prisonniers qui permettent, avec l'étude des documents découverts, de contrôler la valeur des informations recueillies par les Services spéciaux et la sincérité de leurs agents.

Des procédés qui suscitent de pénibles controverses

Sans s'attacher outre mesure à un formalisme hors de mise dans cette guerre révolutionnaire, on peut tout de même craindre que, inversant les rôles, ce ne soient les D.O.P. qui mènent la manœuvre. Assez vite, en effet, à l'exception de quelques D.O.P. bien orientés, la plupart négligeront la recherche par agents : une tâche difficile. Et beaucoup de généraux et de colonels s'accommoderont de cet empiétement sur leurs prérogatives, pas mécontents, somme toute, d'éviter la responsabilité des interrogatoires.

Là où chacun reste à sa place, le renseignement marche bien, sinon mieux, surtout si le commandement local se décide à lui accorder la primauté indispensable à la réussite des opérations et de la pacification, en y consacrant les meilleurs de ses officiers.

Mais surtout, les procédés d'interrogatoire suscitent de pénibles controverses.

Dès lors que la justice manque de fermeté, les services de police — et le D.O.P. en est devenu un — versent volontiers, c'est humain, dans l'exaspération. Des brutalités sont commises.

Le F.L.N. et ses sympathisants de métropole, qui tressaillent rarement devant les vieillards, les femmes et les enfants (2) égorgés ou étripés par les bombes des terroristes, exploitent quelques cas inadmissibles, donnant corps, en en rajoutant bien entendu, à la mise en accusation générale du service.

En réalité, en neutralisant l'infrastructure qui permet au F.L.N. d'imposer sa volonté à la population et de faire vivre ses bandes armées, les D.O.P. gênent terriblement les activités rebelles.

On mobilisera donc les consciences pour les faire supprimer.

Général JACQUIN (C.R.)

(1) Comité révolutionnaire d'unité et d'action.

(2) Dont 90 % de musulmans.

un "Piper-Cub" jette un pot de fumigène

guérilla — suivent le cheminement inverse: une troupe est d'autant plus efficace qu'elle est plus réduite; le fin du fin est d'arriver au combattant isolé capable d'immobiliser les bataillons ennemis en vivant, marchant et combattant sur ses arrières. En effet, l'homme seul tue à coup sûr et n'est pratiquement jamais pris.

Enfin, la sélection des individus s'opère à rebours. Jusque-là, dans un régiment d'infanterie, par exemple, il était traditionnel de faire de l'être le plus moyennement doué un voltigeur parce que, au bout de son fusil, sa tâche était simple. En contre-guérilla, le voltigeur passe au premier plan; il est au contact permanent de l'ennemi comme des populations, ce qui requiert de sa part initiative et intelligence, selon la situation dans laquelle il se trouve.

Un formidable pari

Mais combien délicate se révélera, dans la pratique, l'application des théories de la guerre subversive, et notamment la prise de possession des masses algériennes! Si Mao Tsé Toung avait réussi son formidable pari, c'est parce qu'il était issu du peuple. Or l'armée française, malgré toute sa bonne volonté, n'était-elle pas étrangère au *nha-qué* du delta tonkinois ou au fellah de la Mitidja?

En fait, l'enseignement de la guerre subversive et de sa parade, la contre-guérilla, relève d'un schéma par trop rigide : selon la démonstration du colonel Lacheroy, deux forces se partagent le monde; d'une part, l'Occident libéral, d'autre part, le communisme totalitaire. Ce dernier, impérialiste à sa façon, tente de rallier à sa cause les peuples autrefois sous tutelle en suscitant d'abord une révolution à caractère national avant de capter le mouvement à son profit. C'est là, tout de même, faire bon marché des légitimes et profondes aspirations à

Piper de l'A.L.A.T. ▶ (aviation légère de l'armée de terre). Le Piper n'est pas seulement l'œil des troupes mais aussi un instrument de dissuasion. Les djounoud qui voient un Piper sont réduits à l'inaction car ils savent que pas un de leurs mouvements ne peut échapper au pilote ou à son observateur.





Dimka/Swetchine



Dimka/Swetchine

A gauche : **pose du gazoduc qui doit amener le gaz naturel depuis Hassi-R'Mel, au Sahara, jusqu'à Arzew** ***(à droite),*** **grand port moderne où les méthaniers accostent nombreux.**

l'indépendance de tout pays arrivé à un certain degré de maturation, sinon de maturité. Comment ne pas évoquer — au XIXe siècle — la fièvre libératrice qui secoua la Grèce vassale de la Turquie, la Pologne écrasée par la botte russe, l'Italie dominée par l'Autriche ? Comment ne pas la comparer au grand bouleversement qui — au XXe siècle — a remodelé le visage du continent africain en le transformant en un ensemble d'États souverains ?

Enfin, pour chaque officier passé au C.I.P.C.G., une dernière difficulté d'adaptation à la guerre subversive réside sans doute dans les structures mêmes de l'armée : en dépit de la primauté affirmée du territorial sur l'opérationnel, l'état d'esprit de la guerre révolutionnaire n'a pas encore pénétré tous les échelons de la hiérarchie militaire : selon les conceptions traditionnelles, un vrai soldat est, avant tout, un combattant. Nul n'est, d'autre part, insensible aux décorations et à l'avancement. Un secteur où il ne se passe rien, ne retient pas l'attention des états-majors. Ainsi pourront s'expliquer notament — d'un officier à l'autre — les divergences d'interprétation du programme enseigné au C.I.P.C.G.

La partie technique du stage est, de beaucoup, la plus variée, sinon la plus instructive. Ce sont, entre autres, les visites de S.A.S. et de communautés d'autodéfense ; autant de prétextes à excursions, soit vers les riches villages de la plaine intérieure posés au milieu de vignes et de vergers, soit vers les pittoresques villages côtiers.

R. Bail



Le traditionnel bouquet

Tous les jours aussi, agréable détente entre deux « amphis », les stagiaires s'initient au tir instinctif. Rien à voir, ici, avec les exercices de précision sur une cible dont on relève soigneusement les impacts après l'avoir tranquillement ajustée dans sa ligne de mire. Le tir instinctif, en effet, ignore toute aide des instruments de visée : avec le pistolet projeté à bras tendu dans la ligne des épaules, le fusil ou le pistolet mitrailleur à la hanche, la rapidité d'action supplante la précision immédiate. Une douzaine de bidons peints en blanc s'alignent au pied d'une butte de sable. L'arme bien calée contre le corps, le réglage du tir s'effectue de bas en haut ; il suffit de relever progressivement le canon de l'arme dont les projectiles fouettent la terre, pour qu'à la fin, les balles frappent au bon endroit. Et à condition de ne plus bouger, un chargeur entier de pistolet mitrailleur transforme, à 25 mètres de distance, un bidon en écumoire.

La démonstration initiale de l'instructeur de tir — qui ne craint pas de vider également quelques chargeurs de fusil mitrailleur — surprend toujours les stagiaires par son efficacité. Et dans les rangs s'élève parfois une exclamation :

— Mais c'est Buffalo Bill !

En fait, grâce à l'importante consommation de cartouches qui est faite, les stagiaires réalisent rapidement de remarquables progrès ; au bout de quinze jours, c'est tout juste si les élèves n'ont pas dépassé leur maître.

Le stage s'achève par le traditionnel bouquet d'une séance d'appui-feu au sol donné par l'A.L.A.T., qui est l'échelon de liaison entre l'armée de l'air et l'armée de terre. C'est le grand jeu, la préparation de ce que chefs de section ou commandants de compagnie expérimenteront quelques semaines plus tard sur le terrain. Dans le cadre des opérations de bouclage et de ratissage, tant de fois répétées en Algérie, l'appui-feu de l'aviation intervient à la charnière des deux processus : une fois le djebel entouré d'un cordon de troupes, on fait donner l'artillerie ou la chasse avant que l'infanterie s'engage à l'intérieur du dispositif. Une immense lande, située derrière le cap Carbon, sert de théâtre à cet exercice. Comme dans la réalité, un P.C. appelle sur les antennes-fouet de sa radio un *Piper Cub* qui vient jeter un pot de fumigène, localisant ainsi la position de « l'ennemi ». Quelques minutes plus tard arrivent les chasseurs, T-6 ou *Vampire*. La vitesse et la maniabilité de ces derniers impressionnent vivement les spectateurs : piqué, ressource, virage et piqué à nouveau prennent à peine plus d'une dizaine de secondes. Le *straffing* est si précis que les stagiaires, qui ont baissé la tête au premier passage, la relèvent ensuite et regardent les giclées d'obus ou les longues rafales de mitrailleuse faire mouche à moins de cinquante mètres d'eux.

En évoquant le C.I.P.C.G., derrière les barbelés d'un poste ou au cours de quelque chasse au « fellouze », les stagiaires s'en souviendront comme d'un havre de paix où même l'écho des événements n'arrivait qu'assourdi, filtré. Cependant, le petit port qui, en 1960, étale encore au soleil les filets de ses pêcheurs, troquera — dix ans plus tard — ses nonchalantes habitudes contre l'active atmosphère d'un centre industriel. A Arzew, en effet, aboutira le gazoduc d'Hassi-R'Mel. Et dans un bassin à flot creusé et agrandi, les méthaniers viendront pomper la précieuse cargaison dans leurs cuves scintillantes comme des miroirs. H

Denis BALDENSPERGER



Vital/Paris-Match

A ALGER LA PEUR SUCCÈDE A LA FUREUR



◀ Les consignes du F.A.F. ont été strictement observées. L'ordre de grève a été suivi à 100 %. Alger est une ville morte. Puis, vers 9 heures, la cité commence à s'animer. Et bientôt, une foule énorme se dirige vers le centre, masse mouvante, hostile, prête à faire payer aux C.R.S. et aux gendarmes, représentants d'un pouvoir tant haï, les folles espérances et les amères désillusions des derniers mois.

Dès l'aube, gendarmes et C.R.S. ▶ ont quadrillé la ville. Les autorités s'attendent que l'assaut sera rude. Pour l'instant, on se contente de se jauger, de s'observer. Mais dans leurs poches, les manifestants ont des pierres, des boulons. Des deux côtés, les nerfs sont tendus. Dès 10 heures, les chocs seront vifs. Et des toits et des balcons pleuvront des tuiles, des pots de fleurs, des poêles à frire...

L'ANNÉE 1960, qui a débuté à Alger par la tragique fusillade des barricades, s'achève dans le tumulte de la population européenne jetée une nouvelle fois dans la rue pour clamer sa colère et son désespoir devant le processus de désengagement de la France sur le sol algérien. Amorcée par l'annonce du référendum sur l'autodétermination, la nouvelle politique du général de Gaulle semble en effet vouloir accélérer l'avènement de cette République algérienne que le chef de l'État a évoquée officiellement dans son discours du 4 novembre. Douze jours plus tard, après les violentes manifestations qui ont marqué la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 et dont Paul Delouvrier a pu mesurer l'ampleur, les Français d'Algérie apprennent par la voix du gouvernement l'organisation d'un prochain référendum « relatif à l'organisation des pouvoirs publics en Algérie, notamment par l'institution d'un organe exécutif et d'assemblées délibérantes ayant compétence pour l'ensemble des départements algériens ».

Pour les Européens, il s'agit bien là d'une amorce de gouvernement algérien. Il n'y a pas à s'y tromper : de Gaulle prépare l'arrivée du G.P.R.A. à Alger. Dans son *Autopsie de la guerre d'Algérie* (Éditions France-Empire), Philippe Tripier écrira bien plus tard :

En d'autres termes, le général de Gaulle se faisait conférer le pouvoir de bâtir, sans attendre la décision des populations intéressées, un État algérien ayant son gouvernement propre. On ne pouvait plus délibérément préfigurer l'avenir ni mieux réduire à une apparence l'autodétermination ultérieure. C'était, nonobstant les promesses faites, les assurances données, les règles inscrites dans la Constitution de la République, ouvrir une voie légale — formellement — à l'indépendance de l'Algérie, c'est-à-dire préparer en pratique l'accession du F.L.N. au pouvoir.

Le baromètre algérois, qui est au très mauvais temps, va passer à la tempête lorsque le président de la République décide d'entreprendre un nouveau voyage — ce sera le dernier — en Algérie. Certes, il évitera les grandes villes au profit du bled oranais et des unités militaires, mais sa venue est accueillie par les Européens comme un défi à leur volonté de se maintenir dans ce pays. C'est ainsi, en tout cas, que la tournée présidentielle est présentée par les dirigeants du Front de l'Algérie française, le mouvement « ultra » qui a pris le relais du F.N.F. de Joseph Ortiz dès le mois de juin. Ses chefs sont des hommes résolus dont certains iront jusqu'au bout de la lutte : Capeau, ingénieur à l'E.G.A.; Zattara, ancien élu d'Alger; les frères Vignau, des agriculteurs de Médéa.

Dans l'armée, l'annonce de la République algérienne a provoqué des grincements de dents parmi les officiers, singulièrement dans les régiments de parachutistes. Or, négligeant les leçons des barricades, l'état-major d'Alger a justement désigné deux de ces régiments, le 18e régiment de chasseurs parachutistes, commandé par le colonel Masselot, un pied-noir, et le 14e régiment de chasseurs parachutistes du colonel Lecomte pour rétablir l'ordre à Alger en cas de manifestations.

Des jeunes gens en tenue de « combat »

L'orage qui s'annonce ne tardera pas à éclater. A la veille de l'arrivée du général de Gaulle en Algérie, le F.A.F., parfaitement organisé et structuré, lance un ordre de grève générale parmi la population européenne. Des milliers de tracts ronéotypés ou imprimés sont distribués à Alger. Les consignes sont strictes : « La vie de la capitale doit s'arrêter. Interdiction aux véhicules civils de circuler. Interdiction d'ouvrir les magasins sous peine de les voir saccager. Des piquets de grève seront formés devant les entreprises. » Enfin, dès les premières heures de la matinée du 9 décembre, premier jour du voyage du chef de l'État, la population doit manifester dans le centre de la ville



Melet/Paris-Match

son indignation et son mépris de la visite « qu'ose faire le général de Gaulle à l'Algérie ».

Ces mots d'ordre seront scrupuleusement suivis. Le vendredi 9 décembre, tandis que de Gaulle, accompagné de Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, descend de la *Caravelle* présidentielle qui s'est posée en Oranie, Alger offre le visage froid et hostile d'une grande ville refermée sur elle-même comme une veuve sur son chagrin. Les rues sont désertes, les magasins et les cafés fermés, les trolleybus absents, la circulation est pratiquement nulle. Seuls les commerces d'alimentation ont été autorisés à ouvrir de 8 heures à midi, pour le ravitaillement de la population.

Vers 9 h 30, par petits groupes, les hommes de Belcourt et de Bab-el-Oued se dirigent vers le centre. Ils sont silencieux et ont le regard dur, les mâchoires serrées. Les jeunes gens, qui seront comme toujours aux premiers rangs, ont adopté la tenue de « combat » qui ne laisse rien présager de bon : blue-jean, blouson, chaussures de basket, casque de motocycliste et gants de cuir. Beaucoup tiennent un sac de plage dans lequel ils ont glissé des boulons, des pierres et peut-être aussi des armes moins primitives et beaucoup plus meurtrières.

Face à la foule qui commence à se rassembler près du square Laferrière, le service d'ordre est imposant. Le centre de la ville est quadrillé par les gendarmes mobiles en treillis kaki, le casque accroché au ceinturon et le mousqueton en bandoulière. Les C.R.S. ont pris position à Belcourt, à la limite du populeux quartier musulman qui constitue une seconde Casbah depuis le Clos-Salembier jusqu'à la rue de Lyon. Leur mission est d'éviter des heurts entre les deux communautés. Les autorités redoutent en effet que des agitateurs des deux bords ne tentent de provoquer un affrontement. Des C.R.S. sont également massés tout autour du Gouvernement général. L'allée qui y conduit depuis la rue Berthezène est encombrée de cars gris aux ouvertures grillagées. Enfin, des automitrailleuses sont en réserve au plateau des Glières.

L'ensemble de ces forces ne sera pas engagé le premier jour. Ce 9 décembre, la manifestation du F.A.F. se limitera à quelques accrochages avec les gendarmes mobiles au bas de la rue Michelet, théâtre habituel de ce genre de rencontres qui voient voler au-dessus des têtes des pierres, des boulons, des morceaux de fonte et des grenades lacrymogènes dont la fumée a vite fait de rendre l'air irrespirable. Évitant l'affrontement direct, les manifestants inaugureront une nouvelle tactique de combat en se diluant à la première charge du service d'ordre pour se reformer rapidement derrière les lignes de « l'ennemi », de manière à le prendre à revers.

La violence de ces accrochages témoignera de la colère de toute une population bafouée et trahie qui sent que l'heure n'est plus loin où il lui faudra combattre, non plus les C.R.S. et les gendarmes mobiles à coups de pierres, mais le F.L.N. Le bilan de cette première journée est d'une centaine de blessés de part et d'autre. Dans un communiqué qui sera censuré par la Délégation générale, le F.A.F. annonce :

« La grève générale se poursuit. Demain, samedi 10 décembre, la population descendra dans la rue manifester par sa présence massive, aux cris d' « Algérie française », sa farouche hostilité à la politique d'abandon. Nous le répétons : le moment est venu. »

Derrière les chevaux de frise

En Oranie, le voyage du général de Gaulle est houleux. A Aïn-Témouchent, première étape, des manifestants européens, hommes et femmes, se sont heurtés à des musulmans qui brandissaient pour la première fois des pancartes sur lesquelles on lisait : « Algérie algérienne ». Désormais, ce slogan, ouvertement affiché et même scandé, va répondre au slogan des pieds-noirs, « Algérie française ». Voilà où on en est arrivé à la fin de l'année 1960, un peu plus de deux ans après les journées de mai 1958...

A Alger, le 10 décembre doit marquer une date importante dans l'esprit des dirigeants du Front de l'Algérie française. La veille, ils ont fait la preuve de leur autorité sur la population européenne. Leur mot d'ordre de grève générale a été suivi à 100 %. Il s'agit maintenant de faire descendre dans la rue des milliers d'Algérois et d'Algéroises. Espèrent-ils obliger l'armée, en particulier les régiments de parachutistes à béret bleu, à prendre position? Évidemment, l'occasion serait bonne puisque cette fois de Gaulle est loin de l'Élysée.

Quoi qu'il en soit, l'atmosphère est véritablement à l'émeute. Bab-el-Oued est calme derrière les chevaux de frise de l'infanterie de marine qui garde le plus turbulent des quartiers, mais ce calme est encore plus impressionnant qu'un défilé. Et puis que se passe-t-il dans la Casbah et à Belcourt, ces deux citadelles de la communauté musulmane? Dans chaque foyer, les transistors apportent les clameurs des frères d'Oranie qui se sont déjà prononcés en faveur de l'Algérie algérienne bien avant l'heure du référendum sur l'autodétermination. Comment pourrait-il en être autrement puisque, dans chacun des discours qu'il prononce dans un tumulte indescriptible, le chef de l'État répète aux musulmans : « Il vous appartient de prendre des responsabilités algériennes. »

C'est vers 11 heures que les nouvelles manifestations algéroises vont commencer. ▶


Lemaire

◀ Alger vu de Belcourt. Pendant deux jours, les Européens poursuivent leurs manifestations avec une extrême violence. Puis, le troisième jour, les musulmans, à leur tour, descendront dans la ville...

de Gaulle est conspué, injurié par la foule

Les responsables du maintien de l'ordre, qui se demandaient le matin même en quel point précis le F.A.F. porterait son action, sont fixés en voyant des milliers d'Européens précédés des groupes de choc des étudiants se diriger vers le palais d'Été. Ce n'est pas la première fois que la résidence des gouverneurs généraux est prise pour objectif. Le 6 février 1956, alors que dans ses salons mauresques Guy Mollet et Max Lejeune se remettaient de leur émotion du monument aux morts, la foule s'était écrasée contre les grilles aux cris de « Catroux démission! ». Guy Mollet avait cédé...

Sous les « you you »

Cette fois, quatre ans après, ce n'est pas « Catroux démission! » que la même foule hurle en cadence mais « De Gaulle au poteau! ». Les gendarmes mobiles remontent en toute hâte la rue Michelet pour prêter main-forte aux C.R.S. débordés. Il faut éviter à tout prix que le palais d'Été ne tombe aux mains des Algérois comme le Gouvernement général le 13 mai 1958. Les heurts sont d'une extrême violence. Les manifestants n'hésitent pas à ramasser les grenades lacrymogènes avant qu'elles explosent et à les renvoyer sur le service d'ordre. Les pierres, les boulons, les morceaux de fonte font des trouées dans les rangs des gendarmes mobiles qui n'ont que leur casque pour se protéger. De nombreux blessés sont évacués sur l'hôpital militaire Maillot tandis que des ambulances et des voitures particulières évacuent sur les cliniques privées et l'hôpital de Mustapha les manifestants atteints par un coup de crosse d'un gendarme ou la matraque d'un C.R.S. Finalement, il faudra faire progresser le service d'ordre à l'abri des automitrailleuses pour dégager les abords du palais d'Été et nettoyer l'avenue Franklin-Roosevelt.

Devant la gravité de la situation à Alger, le général Crépin, le « patron » de l'armée en Algérie, a abandonné le cortège présidentiel et regagné précipitamment Alger par avion. Le 18e R.C.P., qui était en opération dans le Constantinois, a reçu l'ordre de rallier la capitale de l'Algérie à marches forcées. A la même heure, juste avant Orléansville, Morin, le successeur de Delouvrier, vit les heures les plus critiques de sa carrière de représentant du gouvernement en Algérie. Vieillescazes, son directeur de cabinet, qui l'informe heure par heure de l'évolution de la situation, lui révèle qu'un attentat a été monté contre le président de la République à Orléansville. A la dernière minute, Morin fait modifier l'itinéraire du cortège, qui pénètre dans la ville par une route détournée. Les voitures officielles s'engouffrent directement dans la cour de la préfecture. Devant le bâtiment tout neuf, de Gaulle est conspué, injurié par des centaines d'Européens qui lui crient à la figure leur haine en même temps que leur volonté de rester sur leur terre natale.

Le dimanche 11 décembre, troisième et avant-dernière journée de la tournée du chef de l'État, il va se produire un événement capital qui fera réfléchir les Européens. Dès 7 heures, alors qu'Alger se repose encore des heurts de la veille avec les C.R.S., c'est la population musulmane qui bouge. A la Casbah comme à Belcourt, au Frais-Vallon comme au Clos-Salembier et à la cité Mahieddine, des centaines d'hommes, de jeunes gens, d'enfants se rassemblent pour crier « Yahya de Gaulle! » (Vive de Gaulle !) « Yahya l'Algérie algérienne! ». C'est une explosion inattendue mais pas spontanée. En fait, ce sont des officiers des S.A.U. (Sections administratives urbaines) qui ont incité les musulmans à manifester leur attachement au général de Gaulle pour contrebalancer les clameurs européennes.

Mais très vite, le premier moment de surprise passé, le F.L.N. va exploiter la situation à son profit. Ses cadres canalisent la foule, l'endoctrinent, l'excitent, l'entraînent vers les quartiers européens sous les « you you » des femmes déchaînées. Des banderoles vert et blanc marquées du croissant de l'Islam surgissent comme par enchantement. Maintenant, c'est une populace qui crie, non plus « Vive de Gaulle! », mais « Vive Ferhat Abbas! » et « Vive l'indépendance! ». Devant ce danger, le F.A.F. annule les manifestations prévues pour la fin de la matinée. Dans les quartiers européens, la peur s'installe. Aux abords de la Casbah, des familles entières de pieds-noirs évacuent leur domicile pour se réfugier chez des parents ou des amis plus éloignés de la ville arabe. Cette fois, c'est bien l'émeute mais pas celle que l'on attendait. Sur les hauteurs, les premiers coups de feu éclatent Une nouvelle fois, le sang va couler pour deux drapeaux, celui de la France et celui du futur État algérien... H

Francis ATTARD

Debayle



Dans les quartiers musulmans s'est répandue une foule ▶ énorme, dans un état d'excitation extrême, brandissant des drapeaux marqués du croissant de l'Islam. En hâte, C.R.S. et gendarmes sont venus s'interposer à la limite des quartiers européens, en particulier à Belcourt.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14°. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14°. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Décembre 1960)

FRANCE

2 : motion de censure déposée à l'Assemblée nationale.
4 : fuite de Lagaillarde et de quatre inculpés (Susini, Demarquet, Ronda et Foral) du procès des barricades.
6 : rejet de la motion de censure.
7 : levée de l'immunité parlementaire de Lagaillarde, par 424 voix contre 21.
7-8 : débat sur l'Algérie à l'Assemblée nationale.
8 : M. Delahalle remplace M. Moris comme secrétaire général aux Affaires algériennes.
9-13 : voyage du général de Gaulle en Algérie.
9-24 : grève des pilotes de Boeing d'Air-France.
13 : la C.G.T. prend position pour le « non » au référendum.
13 : grève d'une heure dans l'enseignement public.
15 : réunion du Comité central du parti communiste (« non » au référendum).
Le Conseil des ministres annonce des sanctions disciplinaires contre le général Salan et la révocation de 40 fonctionnaires pour avoir suivi la grève à Alger.
18 : réunion du Comité national du M.R.P. (« oui » au référendum).
Conseil national du P.S.U. (« non » au référendum).
Conseil fédéral du R.N.U.R. (« non » au référendum).
19 : ouverture de la campagne du référendum.
20 : allocution du général de Gaulle.
Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. (« oui » au référendum).
24 : dissolution du Front national pour l'Algérie française.
Publication de la loi de finances pour 1961.
27 : explosion de la 3e bombe atomique française à Reggane (Sahara).
31 : allocution du général de Gaulle.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

5 : ouverture devant les Commissions politiques de l'O.N.U. du débat sur l'Algérie.
9-12 : troubles et manifestations musulmanes à Alger, Oran, Bône et Constantine. Bilan officiel à Alger : 96 morts, dont 6 Européens.
15 : vote sur l'Algérie à la Commission politique de l'O.N.U.
16 : appel de Ferhat Abbas au peuple algérien.
19 : ouverture du débat sur l'Algérie à l'Assemblée générale de l'O.N.U.
19-22 : arraisonnement par la Marine française en Méditerranée de deux cargos d'armes yougoslaves.
27 : protestation marocaine contre l'explosion de la 3e bombe atomique française à Reggane.
30-31 : réunion du G.P.R.A. à Tunis.

(à suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



DE GAULLE : DERNIER VOYAGE EN ALGÉRIE

Sommaire

● Une « tournée » dramatique
Le bruit court d'un attentat perpétré contre le général de Gaulle. Des membres du F.A.F. sont prêts pour le « grand coup ». Le mystère Lagaillarde ajoute encore à la psychose générale alors que le chef de l'État atterrit à Aïn-Témouchent.

● Réseaux F.L.N. à Alger
Lors des événements de décembre 1960, il apparaît que des officiers gaullistes ont joué les apprentis sorciers. L'organisation F.L.N. n'a été que le mince détonateur d'une formidable explosion... Mais elle profite rapidement de l'occasion pour reprendre définitivement en main la population musulmane.

● Responsables d'autodéfense
« Travailler, manger, dormir » ensemble. La théorie des « trois avec », chère aux Orientaux, est pratiquée par les instructeurs et les stagiaires des officiers itinérants d'action psychologique groupés dans la région d'Arzew.

● La fin des illusions
Le 12 décembre, lorsque la nuit tombe, un calme apparent règne sur Alger. Les émeutiers rentrent chez eux. Comment en est-on arrivé au « Vive Ferhat Abbas ! », « Vive le F.L.N. ! » au terme du dernier voyage du général de Gaulle ?...

● 7 décembre 1960
« Je vous demande d'aller porter au général Jouhaud le feu vert du général Salan pour une action immédiate pendant le voyage du général de Gaulle en Algérie. » Et rien ne se passa...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2e trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 323 - 18 Juin 1973.**

SENSATION au « procès des barricades »

La Dépêche

DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGÉRIEN

54me ANNÉE - N° 16.740 — MARDI 6 DECEMBRE 1960

PRIX : 0,25 NF (25 Fr) — Métropole : 0,35 NF (35 Fr)

Pierre LAGAILLARDE a disparu

ainsi que quatre de ses compagnons :

DEMARQUET, SUSINI, RONDA et FERAL

LES CINQ ACCUSÉS SE SERAIENT ENFUIS EN ESPAGNE

Le Gouvernement demandera aujourd'hui à l'Assemblée nationale, la levée de l'immunité parlementaire couvrant le député d'Alger

Des mandats d'arrêt sont lancés contre les quatre autres inculpés

Le président THIRIET suspend l'audience jusqu'à demain après-midi

LE FILM DE LA DISPARITION DE M. LAGAILLARDE ET DE SES COMPAGNONS

Suite page 3



A l'O.N.U. : La bataille pour l'ajournement du débat algérien ne s'est pas encore engagée

Un seul orateur hier, le délégué tunisien, qui a plaidé le dossier du F.L.N. -- M. MONGI SLIM a demandé une « participation des Nations Unies » à tout référendum sur l'avenir de l'Algérie

Suite page 3

Après le renoncement de Ventila Horia

Pas de Prix Goncourt en 1960

Remise de livrets de la Croix Rouge aux orphelins de Fréjus



Voici le premier prix d'un concours de crèches



M. Jean MORIN aux Oranais : ne soyez pas inquiets

Pour faire l'Algérie nouvelle dont vous rêvez tous et qui se fera par l'adhésion unanime des communautés, remplacez le doute par la volonté

Personne n'a à craindre pour sa dignité ses droits et ses intérêts

Suite page 3

Près de Nancy

Une camionnette s'écrase contre le mur d'une église

2 morts, 3 blessés graves



VEDETTES EN GOGUETTE !

Accroché à une bicyclette

Un obus piégé de 105 explose rue Saint-Augustin, à Sétif

Un passant tué, dix blessés

Suite page 3

63 rebelles tués, 17 faits prisonniers près de la frontière marocaine

LA BANDE QUI VENAIT DE PÉNÉTRER EN TERRITOIRE ALGÉRIEN, A ÉTÉ TOTALEMENT ANÉANTIE

Le bilan

Entretien franco-tunisien sur le problème de Bizerte

Emouvantes obsèques à Blida de Mme SALLES et de sa fillette

Quatre Musulmans dont deux femmes égorgés près de Tolga

DEUX NAVIRES l'un allemand, l'autre bulgare arraisonnés au large d'Oran

Après vérification de leur cargaison à Mers-el-Kébir les bateaux ont été autorisés à repartir

Suite page 3

L'annonce du nouveau voyage du général de Gaulle avait provoqué de violentes réactions hostiles en Algérie. L'espoir renaît lorsqu'on apprend la fuite des principaux accusés du « procès des barricades » et leur arrivée en Espagne, où se trouve le général Salan. Déjà l'on pense à un nouveau 13 Mai qui sauverait l'Algérie française de la menace qui pèse sur elle.